

***l'Anti*capitaliste**

N°101 | OCTOBRE 2018 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



RENOUVEAU SOCIALISTE AUX ÉTATS-UNIS ?



ENTRETIEN AVEC
ÉDOUARD LOUIS



L'INQUIÉTANTE RADICALISATION
DES DIRIGEANTS ISRAËLIENS



DES EXPÉRIENCES CONCRÈTES DE
SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTS

Sommaire

EDITORIAL

Régine Vinon Budget 2019: «Merci Macron», disent les patrons **P3**

PREMIER PLAN

Paul Martial Chine-Afrique: nocives illusions **P4**

Correspondants Des expériences concrètes de solidarité avec les migrantEs **P6**

DOSSIER

Julien Salingue Un renouveau socialiste aux États-Unis? **P11**

Entretien avec Dan La Botz Où va la gauche aux États-Unis? **P13**

Mathieu Bonzom DSA: une percée pour l'anticapitalisme aux États-Unis **P16**

Stan Miller

Les syndicats US face à Trump: la tentation du chauvinisme et de l'électorisme **P18**

C.B. Black Lives Matter, cinq ans après **P20**

Entretien avec Laura Raïm

«Une émulation intellectuelle que l'on n'avait pas vue, dans la gauche aux États-Unis, depuis le milieu des années 1960» **P22**

LECTURES

Georges Ubbiali

Ernest Mandel, *Sur la Seconde guerre mondiale: une interprétation marxiste* **P25**

ENTRETIEN

Entretien avec Édouard Louis:

«Ce que la bourgeoisie n'a pas supporté, c'est que je refuse d'être leur pauvre» **P27**

INTERVENTION

Dominique Vidal L'inquiétante radicalisation des dirigeants israéliens **P32**

FOCUS

Hermine Bianca

Rhénanie: la forêt de Hambach, symbole de la lutte contre le charbon **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:
DR.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Emmanuel Barot, Yann Cézard, Jean-Philippe Divès, Ugo Palheta, Laurent Ripart, Julien Salingue, Virginia de la Siega, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.
Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Budget 2019: «Merci Macron», disent les patrons!

PAR RÉGINE VINON

Les cadeaux fiscaux au patronat se ramassent à la pelle en cette rentrée. 18,8 milliards d'euros distribués en 2019 aux entreprises, un pactole! Le gouvernement a bien essayé de camoufler ce chiffre sous celui de 6 milliards de réductions d'impôts pour les ménages. C'est raté. D'autant qu'en 2019, c'est banco et superbancos pour les entreprises, puisqu'elles vont profiter à la fois de la baisse des cotisations sociales sur nombre de leurs salariéEs, et du remboursement du CICE, soit la modique somme de 40 milliards, en tout, pour les finances publiques. Gêné aux entournures, le gouvernement a voulu ainsi faire croire, en présentant son budget 2019, qu'il faisait un «cadeau» aux ménages, en insistant sur la suppression de la taxe d'habitation pour certains (qu'il faudra bien payer d'une autre façon par le biais des impôts locaux), et la suppression des cotisations sociales sur les heures supplémentaires pour les salariéEs (qu'il faudra aussi payer par la hausse des cotisations de sécurité sociale, car le gouvernement ne compense pas ses largesses). Qui plus est, cette incitation à faire des heures supplémentaires devrait par ailleurs contribuer à détruire 19 000 emplois d'après l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).



ÉNORME TRANSFERT DE RICHESSES AU DÉTRIMENT DE LA POPULATION

Ce gigantesque transfert de richesses, de l'État vers les entreprises, détermine de fait toute la politique de ce gouvernement, une politique d'austérité pour toutes les couches de la société, exception faite des riches. Il n'y a même pas le prétexte de la création d'emplois car, selon des études de l'OFCE, la création d'un emploi par le biais de ces cadeaux fiscaux revient beaucoup plus cher qu'un emploi aidé, que le gouvernement supprime peu à peu. Le paquet cadeau ne contient par ailleurs aucun contrôle ni obligation pour les entreprises. Aucune doute: ces riches nous «coûtent un pognon de dingue».

Quelques chiffres du budget 2019 sont éloquentes: le ministère de l'emploi perd 14% de ses crédits, au profit d'un ministère comme la Défense (+4,8%), pour plaire aux militaires et aux fabricants d'engins de mort.

Pour financer ces largesses aux plus riches, la population est attaquée de tous côtés: retraitéEs qui voient leurs pensions amputées et non revalorisées, taxes en augmentation sur le pétrole, par ailleurs objet de spéculations. Les «ac-

tifs», envers qui Macron et sa bande prétendent faire des efforts, sont également victimes des choix budgétaires: moins de profs pour leurs enfants, pas de personnel suffisant pour se soigner décemment. Car le pendant des trous creusés par les milliards versés aux riches, ce sont des attaques contre les services publics, les aides sociales, dont les aides au logement. Ces dernières, qui permettent à des ménages modestes de payer leur loyer ou d'espérer acheter un logement, sont rognées et réduites à la portion congrue, car désindexées de l'inflation, qui est actuellement sur une pente ascendante. Il y a aussi la hausse du taux de cotisation des retraites complémentaires Agirc-Arrco, qui amputera le pouvoir d'achat. Enfin, pour ne parler que des ponctions les plus importantes, le gouvernement demande à l'assurance chômage de réaliser

entre 3 et 4 milliards d'euros d'économies par an sur les allocations chômage.

Autant dire que le chômage ne risque pas d'être résorbé, d'autant que les suppressions de postes continuent dans la fonction publique, dans les lycées et collèges, à la SNCF, au ministère des Finances, entre autres. Et que les projets de fermetures d'entreprises continuent, comme à Ford Blanquefort, ou dans l'entreprise New Look France.

Alors, on s'attaque aux chômeurEs, pour leur faire accepter n'importe quel emploi, à n'importe quel prix, en leur diminuant les indemnités.

EXPLOSION DES DIVIDENDES

Les actionnaires n'ont même pas besoin de traverser la rue pour toucher des dividendes mirifiques. Car l'argent distribué sans contrepartie aux patrons sert bel et bien à rétribuer les actionnaires. Pour preuve, la hausse de 12,9% des dividendes distribués entre 2017 et 2018 dans le monde, où sont appliquées partout les mêmes politiques. La France est d'ailleurs extrêmement généreuse avec ses actionnaires, puisqu'elle se place au deuxième rang en valeur absolue, derrière les États-Unis, mais devant l'Allemagne ou le Japon! L'économie de la rente a de beaux jours devant elle...

Cette politique ouvertement au service des riches, le mépris affiché par Macron pour nous touTEs, avec son désormais célèbre «Je traverse la rue et je vous trouve un travail», mérite une réponse à la hauteur de la part des millions d'oppriméEs. Déjà la popularité de Macron est en forte érosion, signe de la déception de beaucoup. Gageons que les efforts répétés du pouvoir pour attaquer salariéEs, jeunes, retraitéEs, entraînent une riposte d'ensemble qui lui fasse ravalier sa morgue et son mépris social. □

Chine-Afrique: nocives illusions

PAR PAUL MARTIAL

Objet de fantasmes, de polémiques et de thèses universitaires, la présence de la Chine en Afrique soulève de nombreuses interrogations.

Bénéfique pour les populations ou énième calamité qui s'abat sur le continent? Les soixante milliards d'aide et de prêts octroyés sans condition par Xi Jinping à l'Afrique semblent répondre positivement à cette question. Et pourtant...

UNE RELATION SUD-SUD...

Libéralisme oblige, les chancelleries occidentales feignent de se réjouir de la présence chinoise en Afrique, pour aussitôt mettre en garde les gouvernements africains des nombreux risques tels les dettes, la dépendance économique, la détérioration de l'environnement... que ferait encourir l'empire du milieu à leurs pays. Tandis que les officiels chinois insistent sur l'échange d'égal à égal et les relations «gagnant-gagnant», critiquant l'égoïsme des pays occidentaux, comme l'indique un journaliste du *Quotidien du peuple*: «À l'heure actuelle, certains pays se sont vigoureusement engagés dans l'unilatéralisme, le protectionnisme et l'hégémonisme commercial.»¹

Bref, chacun critique la politique de l'autre avec des arguments qui, sur le fond ne sont pas si différents, ce qui paraît logique puisque la politique chinoise en Afrique, dans les faits et au-delà de la rhétorique, ne se distingue guère de celle des pays occidentaux.

L'Afrique est essentielle pour Pékin car elle lui permet d'accompagner son expansion économique en lui fournissant une part importante des produits miniers et du pétrole indispensables à son activité industrielle. Mais l'Afrique lui permet aussi de diversifier ses sources d'approvisionnement, et d'éviter ainsi de dépendre exclusivement des pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient, considérés comme des alliés stratégiques des États-Unis. Les fortes tensions commerciales entre les deux pays justifient les précautions des stratégies chinoises.

Aujourd'hui deuxième économie du monde, la Chine est également devenue la première puissance économique en Afrique pour les volumes des échanges commerciaux, basés



sur les importations de matières premières et les exportations de produit manufacturés. En 2017 les volumes s'élevaient à 170 milliards de dollars, contre 48 milliards pour la France.

... QUI RESEMBLE À UNE RELATION NORD-SUD

La Chine se fournit en pétrole au Nigeria et en Angola; les produits miniers comme le fer, le manganèse, le cobalt, le cuivre... proviennent de Zambie, d'Afrique du Sud, de la RDC et du Congo-Brazzaville.

En parallèle de ces importations, la Chine exporte massivement ses produits manufacturés, souvent meilleur marché que ceux des pays occidentaux, même si la qualité n'est pas toujours au rendez-vous.

Si les clientèle africaine et chinoise ont, en termes de pouvoir d'achat, de fortes similitudes permettant l'écoulement des produits, l'Afrique joue en outre, selon les experts marketing, le rôle de zone de test des produits, et sert de rampe de lancement pour conquérir les marchés occidentaux, ce qui a été le cas par exemple pour les téléphones portables de la marque Huawei.

On le voit, les échanges économiques de la Chine et de l'Afrique restent fondamentalement fondés sur la division internationale du travail, au sein de laquelle le continent africain reste confiné dans son seul rôle de fournisseur de matières premières, l'obli-

geant à importer l'essentiel des biens manufacturés. C'est cette héritage d'un passé colonial que la Chine, mais elle n'est pas la seule, ne fait que conforter.

QUE CENT ILLUSIONS S'ÉPANOUISSENT

Certes, les discours officiels parlent bien de transfert de compétences et d'industrialisation mais, dans les faits, peu de choses se passent. Les quelques entreprises manufacturières, notamment en Éthiopie, largement mises en avant comme les prémices du développement économique de l'Afrique, jouent plus un rôle d'appât.

En effet, Pékin fait miroiter aux gouvernements africains qu'ils pourraient bénéficier des délocalisations de certaines entreprises chinoises, et certains y croient, comme le dictateur togolais Faure Gnassingbé: «Nous savons qu'il y a des dizaines de millions d'emplois en Chine qui sont prêts à être délocalisés. Donc toutes les entreprises en Chine qui sont prêtes à être délocalisées sont toujours les bienvenues.»²

Mais il est peu probable que ce phénomène prenne forme, pour des raisons de coût et de productivité: «Confrontées aux hausses de salaires, les entreprises implantées en Chine peuvent automatiser leurs lignes de production (ce que fait le sous-traitant Foxcon) et celles qui envisagent de quitter les zones côtières ont l'embaras du choix: l'ouest de la Chine, l'Asie du Sud-Est, le Bangladesh et l'In-

de sont autant de destinations envisageables. Une comparaison réalisée par la Banque mondiale montre qu'à l'exception de l'Éthiopie, les pays africains ont une productivité inférieure à la Chine et au Vietnam dans des productions à haute intensité de main-d'œuvre. Une évaluation des coûts unitaires de travail conclut qu'ils sont plus élevés en Afrique qu'en Indonésie, au Bangladesh et au Vietnam.»³

D'autant que les entreprises chinoises sont loin d'être un exemple dans la préservation de l'environnement ou du respect de la législation. Régulièrement, des témoignages font état de violation des lois, et certaines entreprises sont impliquées dans la contrebande à l'échelle industrielle notamment pour les grumes. Les entreprises chinoises peuvent rivaliser aisément avec les multinationales occidentales Shell, Areva et autre Trafigura qui, en quelques années, ont réussi à transformer des régions entières en poubelle industrielle.

DETTE MADE IN CHINA

La Chine ne cesse de vanter son apport dans la mise en place des infrastructures des pays africains. Ces infrastructures sont surtout l'occasion pour les élites africaines de s'enrichir et ne correspondent pas forcément aux besoins économiques et sociaux des populations, notamment quand il s'agit de construire stades, centres de conférences ou palais présidentiels comme au Burundi, en Mauritanie, au Soudan ou au Mozambique. Mais surtout, ces investissements alourdissent considérablement les dettes des pays africains. En effet, dans la plupart des cas, ils sont garantis par les actifs du pays, qui peuvent être les mines, les ports, les productions minières ou des concessions pétrolifères. Les récentes chutes des cours des matières premières font donc monter mécaniquement le poids de la dette des pays africains.

Résultat : «Le Fonds monétaire international (FMI) juge que cinq États d'Afrique subsaharienne sont surendettés et que neuf autres pourraient bientôt les rejoindre. La dette du Kenya a récemment passé la barre des 5 trillions de shillings [43 milliards d'euros] et 72% de cette somme est due à la Chine. Ce printemps, Moody's a dégradé la note du Kenya. La situation est critique aussi à Djibouti. Sa dette équivaut à 84% de son PIB et Pékin en détient 82%. La Zambie et le Congo-Brazzaville ont pour leur part contracté des emprunts opaques auprès d'entreprises chinoises dont le montant n'a pas été dévoilé. [...]

La dette de l'Angola envers la Chine atteint 25 milliards de dollars. Les ressources pétrolières du pays servent de caution. [...] En 2008, La Chine a concédé un prêt de 6 milliards de dollars à la République démocratique du Congo, obtenant en échange le droit d'exploiter plusieurs mines de cuivre et de cobalt. En Guinée, Pékin a fourni une ligne de crédit de 20 milliards de dollars au gouvernement, ce qui lui a permis d'obtenir des concessions d'aluminium.»⁴

In fine, ce sont les populations qui en subissent les conséquences, en se voyant imposer des politiques de restriction budgétaire tandis que Pékin fait main basse sur les richesses des pays.

PRÉSENCE MILITAIRE

Si dans le discours officiel chinois la présence économique est liée au projet majeur «Une ceinture, une route», permettant à la Chine de «marquer son engagement dans la mondialisation sans frontières»⁵, la place de



DR.

l'Afrique dans ce dispositif est essentiellement portuaire et notamment concentrée sur la côte Est, d'où l'importance du rôle de Djibouti.

Occupant une position clé dans le détroit de Bab-el-Mandeb, véritable carrefour entre l'océan Indien, la mer Rouge, le Moyen-Orient et l'Afrique, Djibouti fait de sa position stratégique un véritable commerce. Ce petit État abrite désormais cinq bases militaires : la plus ancienne est la base française, qui accueille en son sein des troupes espagnoles et allemandes ; l'Italie, le Japon et les USA en possèdent chacun une, et la dernière en date est celle de la Chine, qui peut abriter près de 10 000 hommes. Cette base, présentée par la Chine comme sa contribution à la lutte contre la piraterie qui sévissait aux abords des côtes somaliennes, remplit un rôle primordial de sécurisation d'une des routes maritimes les plus importantes pour l'économie chinoise. Une route qui devrait prendre encore plus d'importance dans le futur.

La politique militaire de la Chine en Afrique ne se résume pas à Djibouti, comme en témoigne le premier «forum Chine-Afrique sur la défense et la sécurité» qui vise, selon le

porte-parole du ministère de la défense Ren Guoqiang, à «promouvoir l'édification de la communauté de destin pour la Chine et l'Afrique et de répondre aux besoins des nouvelles situations de sécurité de l'Afrique et de la coopération de défense sino-africaine.»⁶

Pékin est déjà le second contributeur, après les USA, pour les opérations de «maintien de la paix», une contribution essentiellement financière même si, récemment, la Chine a mis en place un régiment de 8000 hommes capable d'intervenir rapidement sous l'égide onusienne.

Parler du domaine militaire, c'est aussi parler de vente d'armes et, dans ce secteur, la politique chinoise reste aussi nocive que celle des puissances occidentales. En effet, l'empire du milieu n'hésite pas à vendre ses armes, notamment les armes légères (celles qui font le plus de victimes), à tous les gouvernements qui en font la demande, inondant ainsi l'Afrique de fusils d'assaut bon marché qui ne font que prolonger les guerres, et les rendre bien plus coûteuses en vies humaines.

Les politiques des puissances occidentales, comme celles de la Chine ou d'autres pays émergents tels que l'Inde, ne se différencient pas fondamentalement les unes des autres. L'histoire de la Chine, qui n'a pas eu un passé coupable d'esclavagisme et de colonialisme, et le fait qu'elle partage avec l'Afrique des vicissitudes des pays pauvres, rendent le discours des officiels chinois attirant. Mais la Chine est devenue une puissance impérialiste de premier plan et, désormais, ce que les dirigeants chinois ont le plus en commun avec la plupart des dirigeants africains, c'est une gouvernance autoritaire et corrompue, l'exploitation et l'oppression des populations et la destruction de l'environnement. □

1 Zhong Fei, «La coopération Chine-Afrique va écrire une nouvelle page d'histoire», 28 août 2018, en ligne sur <https://www.guineenews.org/la-cooperation-chine-afrique-va-ecrire-une-nouvelle-page-dhistoire/>

2 «Interview du Président Faure Gnassingbé : "Ce qui est la base de la relation entre l'Afrique et la Chine, c'est la concertation..."», 27 août 2018, en ligne sur <http://afrepress.info/index.php/nouvelles/societe/item/4275-interview-du-president-faure-gnassingbe-ce-qui-est-la-base-de-la-relation-entre-l-afrique-et-la-chine-c-est-la-concertation>

3 Jean-Raphaël Chaponnière, «L'empreinte chinoise en Afrique», Revue d'économie financière n°116, 2014/4, en ligne sur <https://www.aef.asso.fr/publications/revue-d-economie-financiere/116-la-finance-africaine-en-mutation/259-l-empreinte-chinoise-en-afrique>

4 Julie Zaugg, «Comment la Chine alimente la dette africaine», le Temps, 25 juillet 2018, en ligne sur <https://www.letemps.ch/economie/chine-alimente-dette-africaine>

5 Bernadette Arnaud, «Chine : la Ceinture et la Route, un projet mondial qui a un train d'avance», Sciences et Avenir, 13 mai 2017, en ligne sur https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo/patrimoine/chine-la-ceinture-et-la-route-un-projet-mondial-qui-a-un-train-d-avance_112903

6 «La Chine accueillera le premier forum sur la défense Chine-Afrique», 1er juin 2018, en ligne sur http://french.xinhuanet.com/2018-06/01/c_137222746.htm

Des expériences concrètes de solidarité avec les migrantEs

PAR NOS CORRESPONDANTS

Alors que les autorités françaises s'alignent sur les politiques des dirigeants de la droite extrême et de l'extrême droite européennes et qu'à gauche, la revendication de liberté de circulation et d'installation est mise à mal par les tentations souverainistes et chauvines, les initiatives se multiplient, aux quatre coins du pays, pour établir des solidarités concrètes avec les migrantEs.

LIMOGES : L'ACCUEIL DES MIGRANTS PASSE PAR UN TOIT !

Le collectif « Chabatz d'entrer » (« Finissez d'entrer ») regroupe depuis fin 2016 des individus, des associations, des syndicats et des partis politiques dont le NPA, avec comme volonté de promouvoir l'accueil des migrants pour la libre circulation de tous.

Une première victoire contre la Région

Le collectif s'est battu, non sans mal, pour qu'aucune famille ne soit à la rue l'hiver dernier, mais dès le mois d'avril, la préfecture remettait les gens dehors. Face à cette situation, et démuné de solution d'hébergement, le collectif décidait alors, le 11 mai, d'ouvrir aux migrantEs un grand bâtiment abandonné depuis près de 8 ans : l'ancien Centre régional de documentation pédagogique (CRDP) appartenant à la Région Nouvelle Aquitaine. L'eau a été rétablie, sur les 3 étages, les bureaux aménagés en chambres, les salles en cuisines collectives et « les robins des bois » de la CGT-EDF ont remis l'électricité. Une soixantaine de migrantEs et de sans-abris y ont trouvé un refuge qui leur permet de se ressourcer, mais aussi de s'organiser.

En juin, la Région a pris, dans un premier temps, contact avec le collectif, nous de-

mandant « gentiment » de libérer ce lieu car soudainement, elle en avait besoin, assurant qu'elle mettrait en place un dispositif de relogement, mais uniquement pour les familles en situation régulière ! Dispositif qui n'a vu le jour que le 8 août mais, parallèlement, le 14 août, la Région déposait au tribunal administratif une requête en référé demandant l'expulsion des occupantEs. A alors débuté alors une campagne du collectif pour sensibiliser la population, relayée par les médias locaux.

sont toujours devant nous pour obtenir 200 places (besoins recensés) d'hébergement inconditionnel et pérenne sur Limoges.

Actions pour protéger les expulsés

Ces derniers mois, les situations « Dublin » se multiplient, l'État choisissant plus systématiquement de refuser le dépôt du droit d'asile en France pour celles et ceux qui ont débarqué en Italie :

AfghanEs, SoudanaisEs, ÉrythréenEs. Les initiatives de défense se sont alors multipliées.

En juin 2018, un rassemblement au tribunal pour demander l'annulation de l'OQTF (obligation de quitter le territoire français) reçue par un jeune opposant soudanais a été l'occasion de dénoncer la situation dramatique du Soudan où sévit le dictateur Omar El-Béchir, pour-

suivi depuis 2008 par un mandat d'arrêt de la Cour pénale Internationale pour « génocide » et « crimes contre l'humanité ». Pourtant la France et l'Europe collaborent avec le Soudan en signant des « accords de coopération renforcée en matière de migration », avec versement d'aides !

En juillet, c'est pour protéger un jeune Soudanais que des habitantEs de Faux-la-Montagne (23) et des communes alentours se sont mobilisés à près de 150, de-

Camp de migrants dans le centre de Nantes (été 2018). DR.



Le 29 août, lors du jugement, 200 personnes se sont rassemblées devant le tribunal pour clamer leur indignation et, le lendemain, à notre grande joie... le tribunal a renvoyé la Région à ses chères études, estimant qu'elle n'apportait aucun élément valable sur l'urgence de l'expulsion !

Une petite victoire qu'habitantEs et collectif apprécient, tout en ayant conscience que la situation d'occupation est toujours précaire et que les difficultés

vant la gendarmerie de Royère de Vassivière, pour empêcher son expulsion vers l'Italie, et à plus de 200 devant la gendarmerie de Felletin. Après avoir déployé 60 gendarmes, gazé les habitantEs de tous âges rassemblés en soutien, les autorités ont évacué le jeune Soudanais par un trou dans le grillage et l'ont transféré, ligoté, en centre de rétention. Finalement, il a pu échapper au retour en Italie, suite à un délai dépassé, et la préfète Magali Debatte a dû accepter qu'il dépose une demande d'asile en France.

En ce mois de septembre, c'est un autre jeune Soudanais qui a été convoqué à la gendarmerie de Guéret pour recevoir son avis de transfert vers l'Italie, avec le risque d'un renvoi au Soudan (ce qui veut dire la prison, la torture et/ou la mort). Plus de 200 soutiens se sont retrouvés pour demander à la préfète d'accorder la demande d'asile en France. Le jeune a été embarqué en direction d'un centre de rétention administratif en Essonne. Le soir, une centaine de soutiens regroupés dans la mairie de Guéret ont obtenu une entrevue à la préfecture, mais la délégation de 6 personnes (dont 2 maires), soutenue par une centaine de manifestants, s'est retrouvée face à un mur. Un ultime recours juridique a permis de libérer A., mais il reste soumis à un transfert vers l'Italie...

Au cours de ces 2 jours, nous étions plus d'une centaine de soutiens à nous retrouver pour réfléchir aux moyens de s'opposer à ces lois iniques (avec la nouvelle loi asile-immigration, refuser l'embarquement est désormais un délit et revenir en France après une expulsion peut valoir 3 ans de prison) : comment rendre plus efficaces ces résistances qui ont lieu dans de nombreux endroits, comment toucher plus largement la population contre laquelle ces lois liberticides et inhumaines ne manqueront pas de se retourner un jour ?

LE MOUVEMENT LYONNAIS DE SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTS

Les choix politiques racistes, anti-migratoires et répressifs de la préfecture du Rhône, qui bafoue constamment le droit d'asile, et de la Métropole de Lyon présidée par LREM, qui développe l'externalisation de son service d'Aide sociale à l'enfance (décision initiale votée à l'unanimité, du PG au FN), ne permettent pas de mettre les moyens nécessaires à une politique d'accueil.

Face à cette situation, il existe trois pôles de résistance militante dans l'agglomération lyonnaise.

Le réseau des squats

La majorité de la jeunesse solidaire des exiléEs s'investit dans l'occupation de bâtiments vides. Il en existe une dizaine dans l'agglomération, dont l'Amphi Z qui abrite 200 exiléEs. Ces lieux sont propices à l'auto-organisation. Au-delà de la gestion collective des aspects pratiques inhérents à la vie en commun, les demandeurEs d'asile s'organisent contre la préfecture et la Métropole, en animant rassemblements et manifestations sur leurs propres mots d'ordre. Le plus récurrent est la non application de la procédure Dublin. La préfecture ayant en effet le pouvoir discrétionnaire de faire passer les demandes d'asile de la procédure Dublin à la procédure normale, les dublinéEs, avec un ensemble de soutiens organisés, mettent régulièrement la pression sur l'État. Ce réseau d'occupations est le plus exposé à la violence des forces de l'ordre : les expulsions illégales de squats sur ordre de la Métropole sont permanentes, et font parfois des blesséEs. Mais à chaque fermeture d'un squat, les jeunes en ouvrent un autre. Il y a près de 25 000 logements vacants rien que dans la ville de Lyon : de quoi satisfaire largement les besoins primaires d'accueil. Pourtant, la Métropole a fait voter un plan de télésurveillance de ses bâtiments vides (caméras de surveillance et alarmes) pour un montant de... 1,8 million d'euros. Le gouvernement est sur le point de faire enregistrer la loi ELAN, dont l'article 58 ter criminalise les occupantEs sans titre. La guerre est permanente contre ces mouvements d'occupation qui, outre les questions d'hébergement, étendent leurs actions à l'aide aux inscriptions à l'université, contre les centres de rétention administrative, ou contre les expulsions en empêchant l'embarquement dans les avions. Des initiatives sont prises pour fédérer au niveau national l'ensemble des lieux d'occupation similaires.

Le collectif 69 de soutien aux réfugiéEs et migrantEs

Créé en 2015, il regroupe une trentaine d'organisations associatives, syndicales et politiques, ainsi qu'un collectif issu de squats. Ce collectif unitaire permet de mutualiser les informations et de coordonner les actions entreprises en solidarité avec les exiléEs dans le Rhône. Il dé-

nonce la politique générale de contrôle des flux migratoires, combat les lois racistes et liberticides des gouvernements Hollande puis Macron, dénonce la politique irresponsable de la Métropole quant à l'hébergement et la (non)prise en charge des mineurEs isolés, organise réunions publiques, rassemblements et manifestations, et parvient à mettre en mouvement des syndiquéEs. Sa base politique est remarquable pour ce type de collectif large : refus du tri des immigréEs selon le pays d'origine ou les causes de leur exil, droit d'asile sans restriction, abrogation des accords de Dublin, des papiers pour touTEs, abrogation de Frontex, abrogation des lois qui entravent la liberté de circulation et permettent de multiplier les expulsions, fermeture des centres de rétention administrative, exigence de budgets consacrés à l'accueil et non à la chasse aux migrantEs, liberté de circulation et d'installation, prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance de touTEs les mineurEs isolés étrangers et scolarisation de tous, droit au travail et au logement pour touTEs. Ses initiatives sont particulièrement bien suivies, avec des réunions publiques de plus de 500 personnes, des manifestations à 1500. Si ce collectif entretient des liens étroits avec le réseau des squats, sa stabilité est régulièrement mise à l'épreuve du fait de la tentation, pour certaines associations, de l'accompagnement de la Métropole. Davantage que le réseau des squats, il attache une importance cruciale à se tourner vers les travailleurEs.

Le réseau des associations (plus ou moins) institutionnelles

C'est sans aucun doute le pôle de résistance qui brasse le plus de monde, mais aussi le plus hétérogène. Sur une orientation humanitaire, les bonnes volontés s'activent quotidiennement pour venir en aide matérielle aux exiléEs : mise en place de distributions de repas, hébergement chez des personnes, soutien juridique, administratif, psychologique, sanitaire, etc. Un réseau impliquant des enseignantEs et des parents d'élèves s'active par exemple sur un nombre important d'établissements scolaires de l'agglomération pour répondre aux besoins d'urgence des enfants sans toit.





Manifestation de soutien aux migrantEs à Limoges. DR.

Les associations de quartiers se sont multipliées depuis 2015, témoignant d'un réel souci de solidarité de la population. La plupart des associations ont pris part aux États généraux des Migrations pour tenter d'infléchir la loi asile-immigration. Si elles produisent un ensemble de documentations absolument cruciales pour se faire une idée précise de la situation, beaucoup de ces associations ont une phobie de l'engagement politique qui les conduit à accepter le principe de la gestion des flux migratoires et les oriente vers des stratégies quelque peu éloignées des deux autres pôles : frilosité à mobiliser dans la rue, propension à espérer influencer les éluEs par pétitions ou lettres, revendications d'accompagnement de la Métropole qui satisfont les intérêts macronistes par le développement du bénévolat au détriment de la création de postes de travailleurEs sociaux, etc. Ces énergies sont toutefois réelles et il ne tient qu'à nous de les orienter sur le terrain de l'opposition à toute politique de contrôle des flux migratoires, en massifiant les mobilisations de rue, sur fond d'auto-organisation des exiléEs.

OUISTREHAM (CALVADOS) : LA SOLIDARITÉ EN ACTIONS

Ouistreham, petite ville normande du Calvados, a vu arriver une centaine de

migrantEs suite au démantèlement de la « jungle » de Calais et de Grande-Synthe. Ce petit port transmanche, avec deux départs de ferry quotidiens, ne permet qu'à quelques personnes de traverser la Manche chaque semaine. Le maire LR de la ville, Romain Bail, a essayé par tous les moyens de déloger les migrants qui étaient arrivés dans le port. Son attitude a indigné nombre d'habitanteEs, qui ont mis en place un Collectif d'aide aux migrants (Camo) l'été dernier.

L'attitude scandaleuse du maire

Refus d'ouvrir gymnase ou abri quelconque pour les migrants, discours alarmants sur le climat d'insécurité, fermeture des toilettes publiques, appel aux forces de l'ordre pour démanteler un squat, duvets et affaires des réfugiés brûlés : voilà la politique du maire. Et c'est en s'appuyant sur un décret affirmant que les objets abandonnés sur la voie publique doivent être évacués qu'il fait enlever les tentes, duvets et couvertures utilisés par les migrantEs ! Les objets sont ensuite mis à la décharge avant d'être brûlés, après des saisies opérées au moment où les affaires restent sans surveillance lorsque les migrantEs essaient de monter à bord des camions. Ainsi, en mars dernier, des bénévoles du Camo ont dû retirer rapidement tentes et duvets servant à abriter les réfugiés

avant que les policiers municipaux et gendarmes ne les brûlent. Dernier fait de bravoure des flics : les 19 et 20 septembre, ils ont gazé des migrants, dont un jeune de 14 ans, qui a été retrouvé inanimé et est revenu difficilement à lui à l'arrivée des secours appelés par les bénévoles.

Les migrants d'Ouistreham sont souvent mineurs, exclusivement des hommes, venant principalement du Soudan. L'incendie d'un squat situé à Caen, situé à 14 kilomètres de là, a récemment fait venir les dizaines de personnes qui y étaient hébergées.

Devant le refus du maire de Ouistreham d'ouvrir quelque lieu que ce soit, le maire d'une commune voisine de 6 kilomètres, Colleville-Montgomery, a ouvert en février les portes du gymnase municipal pour les accueillir. Des bénévoles ont transporté les migrants sur ces quelques kilomètres.

Les actions du collectif

Dans ces conditions, des habitanteEs se sont organisés depuis une année. Le Camo s'est associé à plusieurs manifestations. Celle d'octobre 2017 a réuni près d'un millier de personnes à Ouistreham, pour réclamer un abri décent pour la centaine de migrants qui dorment dehors tous les soirs. Nous dénonçons également le harcèlement dont les réfugiés sont victimes. Une

vingtaine d'associations et d'organisations étaient signataires de l'appel, dont Médecins du monde Normandie ou le Planning familial 14, en plus du collectif d'aide aux migrants de Ouistreham. Ils réagissaient aussi aux déclarations du préfet vantant «*l'accueil exemplaire de l'État*».

Devant l'étendue des besoins, des déclarations du collectif ont vu le jour. En juin, le collectif comptait déjà 150 bénévoles, structuré en différents secteurs: Camo repas, Camo dodo (pour l'hébergement par des bénévoles pendant quelques jours), Camo vêtements, Camo collation, Camo coiffure, et Camo santé, avec le prêt d'une ancienne ambulance par un collectif d'aide aux migrantEs de Dieppe. Le dernier en date est le Camo douche. Il y a aussi le Moca (Mouvement ouistrehamais de collecte associative, qui a pour objet d'organiser la collecte matérielle et financière. Il s'agit d'aider les bénévoles, qui souvent préparent les repas sur leurs propres deniers.

À l'approche de l'été, la politique municipale s'est durcie: il ne fallait pas que ces campements soient visibles par les touristes. Les gendarmes sont alors venus évacuer les lieux jusqu'à quatre fois par semaine. Selon France terre d'asile, des policiers sont venus «trier» les migrants, en organisant une file pour les plus âgés et une autre pour ceux qui paraissaient plus jeunes. Sept personnes ont été envoyées au CHU de Caen pour procéder à des tests osseux: radio des poignets, des dents et du crâne, sans au-

torisation d'un juge, ce qui est illégal. L'extrême droite, par l'intermédiaire d'un groupe, le Parti de la France, créé par Carl Lang, ancien bras droit de Le Pen, a bien essayé d'organiser des contre-manifestations, qui ont été un fiasco: la première en février a regroupé une quarantaine de militants d'extrême droite, contre plus de 300 contre-manifestantEs, et leur prise de parole a été couverte par l'Internationale. La deuxième était prévue pour juin, mais devant l'appel à contre-manifester, elle n'a pas eu lieu...

BRIANÇON : LES CHERCHEURS ET CHERCHEUSES DE PAIX

À Briançon, l'arrivée régulière de migrantEs, à 90% venus d'Afrique de l'ouest (essentiellement francophone) se développe depuis des années. La plupart se présentaient à Vintimille, dans le sud-est, mais la fermeture de cette frontière au printemps 2017 a provoqué la montée d'un bon nombre de ces migrantEs vers le passage du Montgenèvre vers Briançon, puis vers le col de l'Échelle voisin.

MigrantEs traqués

Depuis juin 2017, des dizaines de migrantEs arrivent quotidiennement à Briançon avec l'intention de chercher du travail en Europe. 5000 sont passés au «refuge solidaire», ouvert en juillet 2017, dont le but affirmé est d'être «un hébergement d'urgence [qui] permet aux migrants de se reposer, de se nourrir, de bénéficier de soins, et d'une écoute, pour

qu'ils puissent ensuite continuer leur parcours». Parmi eux, 90% viennent d'Afrique de l'ouest, dont la moitié de Guinée Conakry, avec au total 50% de mineurEs. Théoriquement, la procédure Schengen 2 leur impose de faire leur demande d'asile, politique ou économique, dans le premier pays d'Europe où leurs empreintes ont été prises, en général l'Italie, mais l'administration italienne est débordée (et maintenant quasiment opposée à enregistrer les demandes), et ces migrantEs poursuivent jusqu'en France avec le désir de gagner un autre pays d'Europe.

Le contrôle aux frontières des personnes à la peau noire contraint celles-ci à mettre leurs vies en danger pour éviter les refoulements quasi systématiques. Pour appliquer les consignes de la préfecture et du ministère, la police et la gendarmerie traquent les exiléEs aux frontières, dans la montagne, jusqu'à provoquer des blesséEs et des mortEs, comme Blessing Matthew le 7 mai 2018. Comme l'attestent de nombreux témoignages, certains policiers poursuivent, piègent, giflent, déshabillent, volent et menacent à l'arme à feu des personnes, en toute impunité dans l'invisibilité de la montagne.

Solidarité criminalisée

Dans le même temps la fraternité pratiquée par ceux qui refusent cette mise en danger des personnes est passible d'une accusation de trafic d'êtres humains, alors qu'ils cherchent à prévenir les

Manifestation de soutien aux migrantEs à Ouistreham. Crédits NPA



risques mortels en montagne, en accord avec les droits et les libertés fondamentales.

Le 21 avril 2018, un groupuscule suprémaciste identitaire a installé une pseudo-frontière au col de l'Échelle en y transportant une cabane par hélicoptère et en y manifestant devant les médias convoqués pour l'occasion. Ce groupe n'a pas été inquiété par la police. Le lendemain, 22 avril, notre marche de la solidarité pacifique en réaction à ces nervis racistes a réuni des centaines de personnes. Mais cette fois, quatre des personnes ayant participé ont été convoquées le 17 juillet pour une garde à vue au motif « *d'aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière sur le territoire français, en bande organisée* ». Deux poids deux mesures ! Une procédure qui s'inscrit dans le cadre de l'enquête ouverte lors du procès des « 3 de Briançon », convoqués au tribunal au mois de mai pour avoir « *facilité ou tenté de faciliter l'entrée irrégulière en France* », et dont le procès a été reporté au 8 novembre à Gap.

Tout cela vient à la suite des nombreuses pressions, intimidations, convocations en « audition libre », harcèlement téléphoniques, surveillances de domiciles, etc. que subissent depuis des mois les personnes solidaires ou bénévoles dans les refuges de toute la région.

À NANTES, UNE DIMENSION MILITANTE NOVATRICE

Les actions en faveur des migrantEs ont une longue histoire à Nantes, mais l'expulsion, à la rentrée 2017 des anciens locaux des Beaux-Arts, a non seulement favorisé une exposition au grand jour d'une situation humanitaire infernale, mais aussi de nouvelles pratiques, de nouveaux réseaux qui sont venus se superposer aux solidarités plus anciennes du tissu associatif. Centrée au départ sur l'occupation de lieux, la lutte des migrants et de leurs soutiens a vite intégré toutes les dimensions nécessaires à leur installation.

Main de fer contre mains tendues

Trois moments clé ont donné à la lutte une image particulière, mêlant occupations, activités de soutien et expulsions. L'occupation du campus a rendu visible la question et a permis que s'agglomèrent de nouveaux soutiens,

dans la jeunesse et les milieux syndicaux. Suite à l'expulsion après un trimestre d'occupation des locaux universitaires de la Censive, un ancien Ehpad était occupé.

Les migrants passent alors d'un effectif de deux petites centaines à près de 600, en partie issus d'Afrique francophone. Si la vie à Brea, ce nouveau lieu occupé, connaît une vie intense et organisée les premières semaines, l'expérience s'est effondrée face à la répression et aux limites logistiques et humaines. L'échec de l'occupation d'un ancien lycée professionnel, près du quartier Chantiers Navals, a clos provisoirement le cycle des occupations, après une douzaine d'expulsions. Ce qui a provoqué un regroupement de migrantEs avec des tentes au square Daviais, en plein centre-ville à l'été 2018. S'est regroupée en ce lieu une deuxième vague de migrantEs, SoudanaisES du Darfour et ÉrythréenEs en majorité. Le 20 septembre, suite à une injonction suscitée par la Mairie, 698 migrantEs ont été délogés et transportés, dans des bus municipaux avec des chauffeurs réquisitionnés, vers cinq gymnases. Pour être triés pendant dix jours au mépris de leurs droits élémentaires de demande du droit d'asile, séparés de leurs soutiens, et finalement répartis dans des petites communes. Ces centres de tri donnent le ton, et la mise en scène de divergences entre la maire Rolland (socialiste) et la préfète de choc Klein ne masquent pas de vraies convergences : pour les représentants de l'État et les responsables politiques locaux, Nantes n'est pas une ville d'accueil.

Partir de rien, tout construire

Pourtant, ici comme ailleurs, une ville ne résume pas à ses institutions. À partir de presque rien, des initiatives se sont construites, très souvent spontanées. Ainsi près de 200 familles hébergent des migrantEs, tandis que des habitantsE du quartier ont apporté de l'aide, de la nourriture, des vêtements. Parmi ces expériences, certaines impriment un caractère novateur. La rencontre, en effet, entre des équipes militantes et ces solidarités spontanées a permis de reconstruire des espaces abandonnés par les politiques publiques. D'un côté le courant autonome a poursuivi sa tradition d'occupation de lieux, en y ajoutant, en plus des activités de défense, de soutien, et

d'inscriptions de jeunes dans des lycées, la mise en place d'un lieu de restauration autogérée, « l'Autre cantine ». Avec les bonnes volontés, dépassant largement leur réseau, cette initiative peut fournir jusqu'à 500 couverts par jour.

Pour notre part, dans le collectif des sans-papiers de Nantes (Cspn), nous avons mené le travail dans trois directions : l'éducation, la santé et l'auto-organisation. Avec le soutien d'enseignantEs, quatorze migrants ont pu être inscrits à l'université avec un logement ; une équipe d'enseignantEs a assuré des cours dans les lieux occupés, et c'est avec surprise que l'on a vu des lycées catholiques accueillir, en filières générale et professionnelle, des jeunes parfois majeurs. En outre, une équipe de médecins, composée désormais d'une quinzaine de personnes, a pu être constituée : dentistes, généralistes, psychiatres... assurent des permanences santé qui ne désemplissent pas. Des cabinets sont prêtés pour les opérations importantes, des pharmaciens ont utilisé leurs stocks, et l'expérience fait discuter dans un milieu pas toujours ouvert à la dimension sociale. Un succès qui amène des surprises, puisque les urgences nous envoient des patients...

Enfin, le point le plus difficile est de faire s'orienter ces solidarités vers le politique, et plus largement de développer l'activité propre des migrantEs. Une réussite fut le meeting destiné à présenter, par leur propres interventions, le sort des migrantEs, au public nantais : avec le soutien de tout l'arc syndical, 170 personnes, dont près de 50 migrants, se sont retrouvées, ce qui a permis de consolider des liens et d'élargir les soutiens. Au point de provoquer des collaborations inédites entre le Cspn, Rahim – une association de quartier de femmes musulmanes –, et la Maison du pain, association chrétienne africaine qui organise des collectes importantes de nourriture auprès de son réseau de petits commerçants.

Les difficultés sont nombreuses, et les tensions entre collectifs ne sont pas rares, tant sur les choix tactiques que sur les modes d'action. Mais la présence de ces nouvelles disponibilités militantes oblige souvent les équipes à plus de responsabilités. À contre-courant, et avec toute cette urgence, c'est un appel d'air encourageant. □

Un nouveau socialiste aux États-Unis ?

PAR JULIEN SALINGUE

Le « socialisme » n'est plus un repoussoir aux États-Unis. Un phénomène qui en surprend et en inquiète plus d'un, mais dont les racines sont profondes.

Dans une étude demeurée célèbre, le sociologue allemand Werner Sombart s'est attaché, au début du XX^e siècle, à répondre à la question «*Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ?*». Parmi les éléments de réponse avancés, Sombart insistait notamment sur les phénomènes d'embourgeoisement (relatif) de la classe ouvrière étatsunienne et sur la force d'attraction du «*rêve américain*» : «*Au fur et à mesure que la situation matérielle du salarié s'améliorait et que son mode de vie gagnait en confort, il se laissait tenter par la dépravation matérialiste, il était progressivement contraint d'aimer le système économique qui lui offrait tous ces plaisirs ; peu à peu il en venait à adapter son esprit aux mécanismes de l'économie capitaliste, pour finalement succomber aux charmes que la rapidité des changements et l'augmentation considérable des quantités mesurables exercent irrésistiblement sur presque tout le monde. Une pointe de patriotisme – la fierté de savoir que les États-Unis devançaient tous les autres peuples sur la voie du "progrès" (capitaliste) – renforçait à la base son esprit commerçant en le transformant en homme d'affaire sobre, calculateur et dépourvu d'idéal, tel que nous le connaissons aujourd'hui. Et toutes les utopies socialistes d'échouer à cause du roastbeef et de l'apple pie [tarte aux pommes].*»¹

RENOUVEAU DE LA CRITIQUE DU CAPITALISME

Les développements politiques et sociaux du XX^e siècle aux États-Unis, sur lesquels nous ne reviendrons pas dans ce dossier résolument tourné vers l'actualité, avaient déjà en partie invalidé les pronostics pessimistes – et fortement teintés d'économisme – de Sombart, même si «*l'utopie socialiste*» est demeurée marginale aux États-Unis. Et, plus d'un siècle après la parution de l'étude du sociologue, force est de

constater que *l'apple pie et le roastbeef* ne suffisent plus – si cela a jamais été le cas – à emporter l'adhésion des classes populaires et des classes moyennes étatsuniennes. On constate au contraire depuis une dizaine d'années, dans la foulée de la crise de 2008, un renouveau de la critique du capitalisme aux États-Unis, et même un net regain d'intérêt pour les idées «*socialistes*».

Un sondage de 2016, réalisé par l'université Harvard, indiquait ainsi que 51% des jeunes de 18 à 29 ans affirmaient rejeter le capitalisme, 33% d'entre eux allant jusqu'à soutenir le «*socialisme*». En 2018, une nouvelle enquête révélait que 61% des électeurEs démocrates âgés de 18 à 34 ans avaient une «*vision positive du socialisme*». Des phénomènes qui se cristallisent au-delà des sondages, du succès de la campagne de Bernie Sanders (qui a obtenu, lors des primaires démocrates, plus de voix chez les jeunes que Trump et Clinton réunis) à l'afflux militant du côté des Democratic Socialists of America (DSA), qui ont vu au cours des deux dernières années leurs effectifs passer de 6000 à plus de 40 000 (50 000 selon certaines estimations), avec un rajeunissement considérable des effectifs (la moyenne d'âge passant de 68 à 33 ans).

UNE CONJONCTURE PARTICULIÈRE

Un phénomène qui ne manque pas de surprendre certains, et d'inquiéter en haut lieu. C'est ainsi que l'on a récemment pu lire dans le *New York Times*, quotidien de l'establishment démocrate, sous la plume de l'éditorialiste Michelle Goldberg, les lignes qui suivent, où l'inquiétude le dispute à la lucidité : «*La combinaison entre la Grande récession, les coûts croissants de l'éducation, le manque de fiabilité du système d'assurance santé et l'augmentation de la précarité au travail, a plongé la jeunesse dans une situation d'insécurité matérielle préoccupante. Et ils n'ont aucune mémoire de l'échec généralisé du communisme,*

mais les échecs du capitalisme constituent leur environnement quotidien.»²

Un environnement quotidien duquel participent en outre, depuis le début des années 2010, de nombreuses mobilisations telles que les États-Unis n'en avaient pas connues depuis des décennies : contre la finance (mouvement «*Occupy*»), contre le racisme et les violences policières («*Black Lives Matter*»), contre les armes («*March For Our Lives*»), pour les salaires («*Fight for 15*»), grèves de masse dans le secteur enseignant, immenses manifestations des femmes contre Trump, mobilisations écologistes (avec, entre autres, l'exemple symbolique de la lutte contre le pipeline de Standing Rock, dans le Dakota), etc. Autant d'éléments qui forment une conjoncture particulière, également tributaire des désillusions générées par Barack Obama, au sein de laquelle s'est, en outre, invitée l'élection de Donald Trump, figure de la réaction et du capitalisme le plus brutal, qui a joué un rôle de catalyseur pour une partie significative des nouvelles générations et, par un effet de polarisation, renforcé l'idée que la seule voie opposable à celle du président milliardaire était celle du «*socialisme*».

UN PAS EN AVANT

Il ne s'agit bien évidemment pas de surestimer la radicalisation en cours. Le «*socialisme*» tel qu'il est entendu par les millions d'ÉtatsunienEs qui tournent leur regard vers la gauche n'a pas grand chose à voir avec l'expropriation des capitalistes, l'abolition de la propriété privée et la socialisation des moyens de production. Il s'agit plutôt d'une version «*social-démocrate*» du socialisme, comme en témoignent les plate-formes électorales des candidatEs de DSA aux primaires du Parti démocrate, à l'image



de celle d'Alexandria Ocasio-Cortez, 28 ans, vainqueur en juin d'une primaire face à Joe Crowley, élu de New York depuis 20 ans à la Chambre des représentants : « Sécurité sociale pour tous, frais d'inscription à l'université gratuits, [...] protection des locataires chassés par la hausse des loyers et la gentrification, un "nouveau New Deal" avec 100% d'énergies renouvelables aux États-Unis en 2035, et l'abolition de l'ICE, l'agence anti-immigration devenue hors de contrôle sous Trump »³.

Mais, dans le paysage politique étatsunien, nul doute que le soutien de plus en plus massif à de telles revendications est un pas en avant, qui ne manque pas d'inquiéter les défenseurs les plus acharnés de l'ordre établi : « Malheureusement, j'ai l'impression que le socialisme est en train de redevenir cool. On le voit partout sur les réseaux sociaux, où les gens se vantent d'avoir rejoint les Democratic Socialists of America, et dans la popularité du magazine Jacobin. Si Trump échoue radicalement, j'ai peur que le populisme de gauche le remplace. Et au bout du compte, on aura une Amérique plus socialiste. »⁴

DIALECTIQUE ENTRE MOBILISATIONS ET RADICALISATION POLITIQUE

Notre intention n'est bien évidemment pas de peindre la réalité en rose, en oubliant notamment la force d'attraction qu'exerce toujours le Parti démocrate, et les illusions maintenues dans les possibilités de le « transformer ». Comme on le verra dans ce dossier, les débats à ce propos sont nombreux au sein de la gauche US, et l'expérience de Jeremy Corbyn et du Parti travailliste en Grande-Bretagne pèse dans les consciences. Dans un pays profondément marqué par le bipartisme, la tentation électoraliste et institutionnelle est forte, et on sait à quel point les institutions digèrent aisément les velléités réformistes, aussi radicales soient-elles.

Mais il ne s'agit pas non plus, à l'inverse, de considérer que « rien ne change » : c'est bel et bien à un processus durable que nous assistons, au sein duquel se développent des dynamiques contradictoires, et tout indique qu'il n'y aura pas de retour à la situation antérieure à 2008. La radicalisation qui s'opère dans une partie de la jeunesse

étatsunienne et, au-delà, dans d'importantes franges de l'électorat du Parti démocrate, fait écho à des développements bien réels de la lutte de classe, et ne peut être résumée à une mode ou à des lubies idéologiques. Il existe en effet une dia-



lectique évidente entre les mobilisations multiples et les phénomènes de radicalisation politique vers le « socialisme », ainsi que le souligne Katrina vanden Heuvel, rédactrice en chef de *The Nation*, qui évoque une « insurrection progressiste » : « Il y a à l'évidence un puissant mouvement réformiste en construction à gauche. À sa tête, on trouve des activistes non seulement inspirés par la campagne de Sanders, mais aussi par des mouvements comme Black Lives Matter et #MeToo, la situation critique des "Dreamers" et l'activisme environnemental en plein essor. »⁵

PAS DE CHANGEMENT SANS UNE EXTENSION DES MOBILISATIONS

Combattant toute illusion dans le Parti démocrate et dans l'électoralisme, tout en faisant preuve d'une attitude ouverte et non sectaire, l'International Socialist Organization (ISO) expliquait au début de l'année 2018 : « Dans les mois à venir, des stratégies différentes seront testées quant à la manière d'affronter le programme de Trump. En particulier, des pressions viendront [...], revendiquant la nécessité de se concentrer exclusivement sur des actions assurant que des candidats démocrates remportent les élections de mi-mandat de 2018. [...] Le refus des Démocrates de combattre Trump ici et maintenant démontre la nécessité qui est la nôtre de construire nos propres organisations indépendantes, démocratiques et de base, dans le but d'organiser une volonté et un pouvoir collectifs contre les attaques de Trump et défendre des reven-

dications indispensables à la classe ouvrière. D'autres pressions viendront de gens qui affirment savoir mieux que quiconque comment assurer le changement. Ils diront que les revendications et les stratégies de ceux et celles qui s'orga-

nisent par en bas doivent être ajustées de façon à aider les Démocrates. »⁶

Les pressions sont évidentes, qui viennent confirmer les craintes de l'ISO. Mais dans le même temps, force est de constater, même si nous n'avons pas davantage d'illusions sur les marges de manœuvre au sein du Parti démocrate et sur les voies institutionnelles, que les mobilisations « par en bas » exercent elles aussi des pressions, ainsi que l'ont confirmé les vives critiques, venues de l'intérieur même de DSA, lorsqu'après sa victoire aux primaires, Alexandria Ocasio-Cortez a opéré un recul à propos de la campagne BDS. Comme on le verra dans les pages qui suivent, les débats tactiques et stratégiques sont riches, et ils se mènent à la lumière de mobilisations et de développements de la lutte de classe qui, s'ils n'ont pas pour l'instant permis de modifier significativement le rapport de forces face à Trump, jouent en faveur de celles et ceux qui tentent de donner au « socialisme » un contenu de classe, réellement anticapitaliste et révolutionnaire. □

1 Werner Sombart, *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ?*, Presses Universitaires de France, 1992 (première parution en allemand : 1906), p. 142.

2 Michelle Goldberg, « The Millennial Socialists Are Coming », *The New York Times*, 30 juin 2018.

3 Matthieu Magnaudeix, « Aux États-Unis, une nouvelle génération démocrate émerge peu à peu », *Mediapart*, 12 septembre 2018.

4 Adam Ozimek (économiste chez Moody's Analytics), « Socialism is Bad », *Forbes.com*, 12 février 2017.

5 Katrina vanden Heuvel, « The progressive insurgency is only just beginning », *The Washington Post*, 14 août 2018.

6 « Lessons From a Year of Resistance », éditorial de *Socialist Worker*, 17 janvier 2018, publié en français sur à l'Encontre : <https://alencontre.org/ameriques/america/usa/etats-unis-lecons-dune-annee-de-resistances.html>

Où va la gauche aux États-Unis ?

ENTRETIEN AVEC DAN LA BOTZ

Dan La Botz, universitaire et militant politique étatsunien, a publié le Nouveau populisme américain. Résistances et alternatives à Trump (1). Il a bien voulu répondre aux questions de l'Anticapitaliste sur l'élection de Donald Trump, les résistances et les alternatives qui se développent aux USA (propos recueillis le 28 juin 2018 par Virginia de la Siega et Henri Wilno, actualisés, complétés et révisés par Dan La Botz).

Dans ton livre, tu soulignes que Donald Trump et Sanders sont les produits de la décomposition de l'idéologie qui a dominé les États-Unis depuis l'après-guerre.

Effectivement, tous les deux ont visé à apporter des réponses, différentes bien sûr, à deux questions. D'abord, l'effondrement du «rêve américain», de ce que l'on appelé l'«American way of life» où se conjuguait possibilités de réussite individuelle et capacités à «guider» le monde. Ensuite, les conséquences de la «Grande récession» qui a commencé en 2007 avec la hausse du chômage et la perte de leur maison par des millions de personnes. Certes, il y a eu depuis une certaine récupération économique mais



DR.

beaucoup n'en ont pas profité. La fraction blanche de la classe ouvrière s'est sentie abandonnée par les grands partis. Les Noirs et les Latinos souffrent plus que les Blancs mais le sentiment de peur est plus fort chez les travailleurs blancs : ils ne veulent pas être déçus de leur statut.

Ce contexte explique dans les deux grands partis (Républicains et Démocrates) la remise en cause des candidats de l'«establishment». Chez les Républicains, la victoire de Trump, un marginal par rapport aux cercles dominants de la bourgeoisie et par rapport aux appareils politiques. Quant aux Démocrates, si Hillary Clinton a en définitive gagné les primaires (avec la complicité de l'appareil du parti), elle a été sérieusement secouée par Sanders.

Quel est le bilan de la première partie de la présidence Trump ?

Quand il a commencé, il n'avait pas vraiment d'équipe ; pour composer son cabinet, il a donc recouru à des membres de l'establishment, des personnes issues du monde des affaires et des militaires ; il faut y ajouter les conseillers «alt-right» [«droite alternative», terme utilisée pour désigner l'extrême-droite américaine «modernisée» – NDT]. Au début, les rapports entre Trump et les dirigeants républicains du Congrès n'ont pas été simples, comme l'ont montré les débats sur la remise en cause de l'«Obamacare» [système basé sur l'assurance privée mis en place par Obama et élargissant l'accès au remboursement des soins – NDT]. Trump a ensuite remodelé son

équipe et réussi à se raccommo-der avec les membres du Congrès : la loi fiscale accordant des cadeaux aux capitalistes a ainsi été promulguée en décembre 2017. Il a aussi pris conscience que son statut de chef de l'État et de responsable de la sécurité nationale lui donnait le moyen de faire des décrets sans attendre l'aval des parlementaires. C'est ce qu'il a fait sur le droit d'asile et ce qu'il est en train de faire sur les droits de douane, notamment sur le commerce avec la Chine. La politique extérieure de Trump est une réaction au recul relatif des États-Unis, et elle est l'expression de l'évolution des positions d'une partie

des cercles dirigeants américains.

Trump, devenu président, se met en scène, s'affiche avec des syndicalistes et se comporte en permanence comme s'il était en campagne électorale : ce n'est pas seulement les tweets ; il se met en scène et tient des meetings massifs. Sa base représente environ un tiers de la population. Enfin, Trump continue de ménager sa base la plus à droite, comme en témoigne sa réaction après le meurtre par un Blanc néo-nazi d'une contre-manifestante à Charlottesville en août 2017 : les torts sont «des deux côtés», avait-il déclaré.





L'élection de Trump a provoqué d'importantes réactions et des manifestations ?

Effectivement, il y a d'abord eu une énorme mobilisation des femmes. Le 2 janvier 2017, deux millions de femmes ont défilé dans tout le pays ; ces manifestations ont été sans doute les plus grandes de l'histoire des États-Unis. Le « muslim ban » [décret de Trump suspendant l'admission des réfugiés aux USA et interdisant l'entrée sur le territoire de citoyens de plusieurs pays musulmans, même s'ils sont en possession de visas – NDT] a également suscité d'importantes réactions et des manifestations. Plus récemment, les mesures de séparation des enfants et des parents immigrés ont également suscité la révolte. La division entre la population noire et blanche reste la plus grande fracture de ce pays, et il y a inévitablement un lien entre les inégalités sociales et économiques et la répression policière. C'est dans ce contexte qu'est apparu en 2015 le mouvement « Black Lives Matter ». La décision de nombreux joueurs de la National Football League de refuser de se tenir debout pendant l'hymne national a suscité la fureur de Trump. Il faudrait aussi parler du mouvement « Me too », des jeunes mobilisés contre les armes à feu et du mouvement écologiste qui a une plus longue histoire. Enfin, l'anniversaire de Charlottesville a vu aussi des manifestations antifascistes.

Tous ces mouvements contestent d'une façon ou d'une autre Trump et sa politique. Mais ils ne sont pas vraiment organisés. Sur chacun de ces thèmes, beaucoup de militants et de groupes font un énorme et excellent travail au niveau local mais ils ne sont pas coordonnés, leur activité est parfois sporadique.

Et du côté politique ?

Le Parti démocrate est profondément divisé. La direction explique que les candidats issus de la gauche ne peuvent gagner. Bernie Sanders (qui est plus ambigu qu'avant vis-à-vis de l'appareil du parti) a sans doute comme projet d'être candidat en

2020, mais je pense que ses chances aux primaires ne sont pas évidentes : l'appareil démocrate choisira quelqu'un de plus présentable et de plus « progressiste » qu'Hillary Clinton. En fait il y a deux ou trois candidates possibles – Elizabeth Warren, Kamala Harris, et Kristin Gillibrand – qui sont moins âgées, plus « progressistes », et qui sont des femmes. Dans l'immédiat, les victoires aux primaires de candidatEs soutenus par les DSA [Democratic Socialists of America – voir ci-dessous] ou d'autres groupes progressistes comme Our Revolution de Sanders ont effrayé des dirigeants démocrates, même si comme dit le *New York Times*, « l'impact d'activistes [progressistes] sur les élections 2018 a été limité. Jusqu'ici environ un sixième seulement des candidats démocrates désignés pour le Congrès sont formellement affiliés à l'un ou l'autre des groupes rebelles importants. ». Mais la frange modérée des démocrates s'inquiète. Les modérés affirment que des candidats progressistes ne sauraient gagner que sur la Côte Est ou Ouest, mais qu'ils peineront à convaincre les électeurs et électrices du Mid-West ou du Sud. Les militants de Our Revolution, d'autres groupes progressistes et les socialistes des DSA soutiennent, a contrario, que ce n'est qu'en tirant le Parti démocrate à gauche que les démocrates peuvent emporter l'élection. Un sondage Gallup a affirmé que 57 % des démocrates voyaient le socialisme favorablement, alors que 47 % d'entre eux avaient une vision positive du capitalisme.

Que représente DSA ?

DSA (Democratic Socialists of America), dont je suis maintenant membre, compte désormais environ 40 000 membres (sur les quelque 50 000 que regroupe la gauche indépendante aux USA). DSA se situe dans la filiation historique de la IIE Internationale, et avait au départ comme projet de « révéler » la nature populaire et ouvrière du Parti démocrate. DSA n'est cependant pas lié organiquement au Parti démocrate. DSA a considérablement grossi depuis la campagne de Sanders, avec de nombreuses adhésions de jeunes. DSA est très hétérogène ; sur les 6000 adhérents New-yorkais, 10 % au plus sont des

militants. Ce qui est important ce sont les groupes de travail autour de thèmes comme le logement. À New York, un groupe de ce type est composé de syndicalistes. Dans divers endroits, les DSA sont engagés dans la construction de mouvements syndicaux et sociaux, certains ont par exemple contribué à diriger les récentes grèves d'enseignantEs en Virginie.

Mais à l'approche des élections de novembre, les campagnes électorales ont occupé le gros de leurs débats et de leur pratique. Après la victoire aux primaires d'Alexandria Ocasio-Cortez, une Portoricaine de 28 ans, face à Joe Crowley, chef du groupe démocrate à la Chambre des représentants, 4000 nouveaux membres ont adhéré aux DSA. Pas étonnant que nombre de membres des DSA voient les campagnes du Parti démocrate comme voie privilégiée pour construire un large mouvement pour le socialisme et recruter.

Dans les DSA et la gauche, il y a un débat : quelLes Démocrates soutenir ? Les seuls membres des DSA, ou les candidatEs qui se disent socialistes ? Ou des progressistes avec de bonnes plateformes électorales ? Prenons par exemple, le soutien par les DSA à Cynthia Nixon, actrice de 52 ans de *Sex and the City*, qui se présente aux primaires démocrates contre le gouverneur sortant de l'État de New York, Andrew Cuomo. Après la victoire d'Ocasio-Cortez, Nixon a dit dans une interview que même si elle n'y avait pas pensé avant, elle se rendait compte qu'elle avait des « valeurs socialistes ». Pourtant Nixon n'était guère même une progressiste. Elle a été un soutien d'Obama, de Hillary Clinton et du maire de New York Bill De Blasio. La direction des DSA dans la ville de New York a voté à 2 contre 1 le soutien à Nixon, la plupart de ses soutiens arguant qu'elle a pris des positions progressistes et que l'association des DSA à sa campagne conduirait à une expansion des mouvements de la gauche et des DSA. Les débats aux DSA sur quels Démocrates soutenir ont évincé de l'agenda, jusqu'à novembre au moins, toute discussion quant au soutien à des candidatures indépendantes, comme celle de Howie

LE NOUVEAU POPULISME AMÉRICAIN

RÉSISTANCES ET ALTERNATIVES À TRUMP

DAN LA BOTZ



Le Nouveau populisme américain. Résistances et alternatives à Trump, Syllepsis, 2018, 288 pages, 20 euros.

Hawkins, ouvertement socialiste et candidat vert au poste de gouverneur. L'heure est-elle au pragmatisme...

Dans ce contexte, quelle stratégie pour la gauche ?

L'idée que la gauche doit s'attacher à réformer le Parti démocrate et tenter d'en prendre le contrôle a une longue histoire qui remonte aux années 1930. Divers groupes (PC américain, groupes maoïstes ou ex-trotskyistes) s'y sont attelés, soutenant les candidats démo-

crates et tentant avec plus ou moins d'énergie de construire des mouvements sociaux. Cette stratégie a échoué : elle n'a pas contrecarré l'évolution du parti vers la droite, et a amené à la satellisation par les Démocrates de certains de ces groupes.

Nous avons aujourd'hui, pour la première fois depuis la fin des années 1940, lorsque le Parti communiste a dominé la gauche – alors avec 100 000 membres et un million dans sa périphérie – une petite organisation politique de masse à

gauche. À l'heure actuelle, DSA soutient le travail à l'intérieur et à l'extérieur du Parti démocrate, dans le but de créer une force politique indépendante, mais il est trop tôt pour voir si cette stratégie portera ses fruits.

Comme je l'ai fait valoir en tant que délégué à la convention DSA et en tant que membre du comité directeur de la branche de New York, le plus grand danger pour DSA est d'être simplement une des organisations « progressistes » à gauche du Parti démocrate et, dès lors, de perdre son indépendance organisationnelle et politique. Les organisations « progressistes » sont nos concurrents idéologiques et organisationnels, et nous devons être en mesure d'expliquer pourquoi, en tant que socialistes, nous avons une stratégie et un programme différents et meilleurs.

Pour ce qui est de l'extrême gauche, pendant 50 ans nous avons tenté de construire des partis indépendants, et nous n'avons pas réussi à construire un parti de masse même si nous avons joué un rôle dans certaines luttes et dans le développement des mouvements sociaux et de la gauche syndicale. Il existe divers groupes, souvent sectaires. Ma tradition est celle du « socialisme par en bas », représentée à mon avis par deux organisations : Solidarity, dont je suis militant depuis 1985 (la double appartenance est possible), et ISO (International Socialist Organization), plus léniniste mais ouverte au débat stratégique actuel autour de DSA.

Le paysage politique ne changera pas fondamentalement tant qu'il n'y aura pas de grands affrontements de classe. Mais pour construire les mouvements sociaux et un nouveau syndicalisme, le rôle des militants politiques socialistes est essentiel. Aujourd'hui, nous agissons pour organiser le mouvement syndical et les mouvements sociaux dans la résistance à Trump, aux Républicains et aux Démocrates néolibéraux, mais nous le faisons en agissant pour construire un mouvement révolutionnaire pour le socialisme. □

1 Le Nouveau populisme américain. Résistances et alternatives à Trump, Syllepsis, 2018, 288 pages, 20 euros.

DSA: une percée pour l'anticapitalisme aux États-Unis

PAR MATHIEU BONZOM

Incroyable mais vrai ? Les États-Unis traversent une période pleine d'opportunités pour les anticapitalistes. En 2016, alors candidat aux primaires démocrates pour l'élection présidentielle, Bernie Sanders avait décidé de se réclamer du «socialisme démocratique». Ce qui aurait pu n'être qu'une anecdote dans une autre situation sociale et politique a pourtant contribué à un réel regain d'intérêt, notamment dans la jeunesse, pour une alternative socialiste au capitalisme.

L'un des signes les plus remarquables de ce possible renouveau du socialisme (au vrai sens du terme) aux États-Unis est la croissance rapide d'une organisation de gauche appelée Democratic Socialists of America (DSA), passée de 6 000 membres environ (2011-2015) à plus de 50 000 aujourd'hui. Mais de quoi DSA est-il le nom ? Issue de courants anciens, mais encore très marginale il y a quelques années, cette organisation connaît une profonde transformation quantitative et qualitative, car des milliers d'exploités et d'opprimés viennent y chercher un espace d'action politique commune.

UN PEU D'HISTOIRE: ANTI-IMPÉRIALISME TARDIF ET RÉALIGNEMENT DÉMOCRATE

L'organisation tire une partie de ses origines du Parti socialiste d'Amérique, qui a joué un rôle central dans la gauche radicale des premières décennies du 20^e siècle. Puis viennent la répression d'État, l'émergence du Parti communiste, la Guerre froide. Dans les années 1960, un Parti socialiste désormais marginal défend les bureaucraties syndicales et l'impérialisme. La jeune génération de la «Nouvelle gauche», engagée contre le racisme, le patriarcat et la guerre, se désintéresse alors de ce «socialisme», et crée ses propres organisations comme *Students for a Democratic Society* (SDS). Cet échec pour le Parti socialiste provoque tardivement une scission en son sein, en 1972. Dix ans plus tard, la minorité qui avait opéré un tournant anti-impérialiste s'unit à un autre petit groupe, issu quant à lui de la nouvelle gauche, pour for-

mer DSA. En 1982, ce nom désignait donc la fusion de résidus du Parti socialiste et des SDS.

Dès le départ, DSA est l'un des groupes membres de l'Internationale socialiste, même s'il évite la trajectoire majoritaire des socialistes étatsuniens qui finissent par se dissoudre de fait dans l'aile de «centre-gauche» du Parti démocrate. Son dirigeant historique Michael Harrington n'abandonne pas la perspective stratégique du «réalignement» du Parti démocrate, visant à en faire un parti social-démocrate dont DSA pourrait constituer l'aile gauche anticapitaliste. Une perspective pour le moins douteuse dès avant 1982, et plus encore par la suite, le Parti démocrate prenant la direction opposée tandis que toute la gauche semble disparaître. DSA dénonce alors la ligne des Démocrates,

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION EN QUÊTE DE SOCIALISME

DSA traverse depuis 2016 un processus de transformation quantitatif si rapide qu'il constitue déjà un changement qualitatif, qui pourrait en appeler ou en permettre d'autres. Les membres officiels sont passés de 6 000 à plus de 50 000, essentiellement en trois temps. Printemps 2016: succès populaire de Sanders aux primaires démocrates. Novembre 2016: protestation face à l'élection de Trump. Juin 2018: victoire d'Alexandria Ocasio-Cortez dans une primaire législative démocrate, avec le soutien de DSA.

Cet afflux, qui a divisé par deux la moyenne d'âge de DSA (de 68 à 33 ans d'âge médian), est dû entre autres à un phénomène politique générationnel. Les mobilisations de

jeunes sans-papiers («*Dreamers*») à partir de 2009, et le mouvement *Occupy Wall Street* en 2011, ont inauguré une nouvelle vague de mouvements sociaux. Pour la démocratie et la protection sociale, contre les violences policières et le racisme («*Black Lives Matter*»), pour les droits des immigrés et des femmes, pour la défense de l'éducation et de l'environnement, pour un vrai salaire minimum ou pour le contrôle des armes à feu, par les manifestations de masse,

l'action directe de désobéissance civile et la grève, cette vague a entraîné dans la lutte des millions de personnes, le plus souvent des jeunes. Cette génération du nouveau millénaire («*millennials*») est une jeunesse massivement scolarisée mais aussi endettée et directement concernée par l'aggravation des inégalités, des discriminations et de la



mais continue de soutenir beaucoup de ses candidats, affirmant que c'est «sans illusions» et pour mieux encourager la pression de masse par en bas. Bref, de sa fondation jusqu'à la présidence Obama, rien ne semble donc préparer DSA à sortir brusquement de la marginalité. C'est pourtant ce qui s'est produit depuis deux ans.

destruction environnementale. Elle a commencé à manifester son intérêt pour une alternative socialiste au capitalisme, qui s'est reflété dans plusieurs sondages, dans la sphère des réseaux sociaux et dans de nouvelles revues socialistes comme *Jacobin*. Et si Bernie Sanders, politicien démocrate blanc né en 1941, était un improbable représentant pour ce phénomène, Alexandria Ocasio-Cortez est quant à elle une militante portoricaine du Bronx âgée de 28 ans, qui vient d'infliger une cuisante défaite à un influent député démocrate occupant son siège depuis 20 ans, et paraît assurée de remporter ce siège dans une circonscription très majoritairement démocrate.

C'est l'entrée en politique de cette nouvelle génération qui a permis la métamorphose de DSA en la plus grande organisation socialiste des États-Unis (aujourd'hui et depuis un demi-siècle). L'organisation compte désormais plus de 180 sections locales, dont 140 nouvelles. Internet a sans doute facilité les prises de contact avec une structure jusqu'alors si petite, pour des jeunes cherchant à en savoir plus pour agir, et se raccrochant (faute de parti bien visible) à des mots-clés – «socialism», donc, mais aussi des perspectives concrètes comme «Medicare for all» (généralisation de la sécurité sociale existant pour les personnes âgées), ou encore «tuition-free college» (abolition des frais d'inscription à l'université pour lutter contre l'endettement de masse).

NOUVEAU MOUVEMENT SOCIALISTE, ORGANISATION ET STRATÉGIE

Les dizaines de milliers de membres récents ne sont pas toutes devenus des militants au quotidien. Mais c'est aussi parce que beaucoup l'étaient déjà. Ces militants des mouvements sociaux cherchent une stratégie politique générale, et une dynamique réciproque entre campagnes électorales et luttes sociales. DSA leur a offert un cadre pour cela, fait de centralisme, de commissions thématiques, de tendances, d'autonomie locale, de parité femmes/hommes et de sièges réservés aux minorités ethno- raciales dans la direction. Les nouvelles forces militantes ont déjà commencé à s'approprier cet outil, et même à le transformer à leur image. Le premier congrès biennal depuis le début du phénomène a eu lieu en août 2017. Environ 700 délégués des quatre coins de ce vaste pays, comptant une assez forte proportion de femmes et de «people of color», ont débattu et décidé d'un déplacement vers la gauche des positions de DSA. L'organisa-

tion a rompu avec l'Internationale socialiste, pour son soutien à l'impérialisme et à l'austérité néolibérale. Une autre décision importante pour se démarquer de l'aile gauche des Démocrates a été de soutenir officiellement la campagne BDS. Le congrès a également été l'occasion pour les délégués de consolider leur adhésion à un projet anticapitaliste et socialiste, rejetant un système basé sur la propriété privée et le profit, les inégalités et les discriminations, la violence d'État et la guerre – et d'entonner l'Internationale.

DSA se tourne donc vers les gauches antilibérales et anti-impérialistes du reste du monde... bien que dans le même temps cer-

mocrates permettra d'ouvrir des brèches dans le champ politique sans contribuer à renflouer le «deuxième meilleur parti des classes dirigeantes». En attendant, lorsqu'Alexandra Ocasio-Cortez, après sa victoire, a fait publiquement des concessions aux démocrates (sur BDS et sur le «vote utile»), le communiqué critique de la section de DSA qui l'avait soutenue ne s'est pas fait attendre. Les nombreux anticapitalistes cohérents au sein de DSA ne comptent pas se laisser voler leur opportunité de transformer durablement la situation politique et sociale.

Pour la première fois depuis des décennies, les États-Unis sont traversés par un mouve-



tains secteurs de l'organisation misent encore sur le réalignment du Parti démocrate. Ce type de contradictions confirme qu'un processus de transformation est en cours, dans un espace politique où des social-démocrates proches de la ligne Sanders côtoient désormais des communistes, des libertaires, des socialistes favorables à une pleine indépendance vis-à-vis des Démocrates, et des milliers de jeunes militants du mouvement social qui cherchent encore à se déterminer dans les débats stratégiques.

L'influence séculaire du Parti démocrate fait que le mirage du réalignment ne sera pas aisément dissipé. La nouvelle jeunesse de DSA doit lui donner la confiance d'élaborer une ligne d'indépendance de classe, et de l'appliquer, sans quoi les forces centrifuges seront les plus fortes et emporteront les candidats aux élections devenus des porte-parole de fait. DSA aurait tort de se priver de la dynamique réciproque entre élections et mobilisations sociales, qui est à l'origine de sa croissance record et qui paraît vitale dans une situation où tout reste à reconstruire. Encore faut-il se demander jusqu'à quel point l'usage des primaires dé-

ment socialiste en plein essor, qui commence à s'organiser concrètement, et qui renouvelle des débats stratégiques vitaux pour l'ensemble de la gauche radicale. Quelles que soient les limites des résultats actuels, ce n'est qu'un début. On ne peut qu'encourager le renforcement du mouvement et la poursuite des débats. Les anticapitalistes qui militent depuis des années dans la marginalité devront être prêts à prendre de sérieux risques pour en sortir, et la situation leur offre aujourd'hui des moyens de tenter de le faire. □

Quelques lectures utiles :

- Dan La Botz, «Une convention réussie fait glisser à gauche les Socialistes démocrates», *Inprecor*, n° 642-643, août-septembre 2017.

http://www.inprecor.fr/article-Etats-Unis-Une_convention_reussie_fait_glisser_a_gauche_les_Socialistes_democrates?id=2063

- Joe Allen, «The Rebirth of Social Democracy in the U.S.», *New Socialist*, 4 avril 2018.

<http://newsocialist.org/the-rebirth-of-social-democracy-in-the-u-s/>

- et de nombreux articles sur socialistworker.org et jacobinmag.com.

Les syndicats US face à Trump: la tentation du chauvinisme et de l'électorisme

PAR STAN MILLER

Si Donald Trump a remporté l'élection présidentielle de 2016, c'est qu'il a réussi à persuader une partie non négligeable de l'électorat ouvrier – et même, comme le montrent les sondages, de l'électorat syndiqué – que son programme allait servir leurs intérêts. La grande centrale syndicale AFL-CIO a eu beau soutenir Hillary Clinton, la candidate démocrate, la promesse de Trump de rendre « l'Amérique grande à nouveau », version à peine retravaillée de « l'Amérique d'abord » a séduit une partie de l'électorat ouvrier blanc.

Le nom de Clinton est associé pour beaucoup aux coupes sombres dans les budgets sociaux opérées par son mari lorsqu'il était président, et à un gouvernement des riches. Elle a refusé de se saisir, lors de la campagne, de la question sociale, préférant attaquer son adversaire sur des questions de forme. Trump, qui n'était pas le favori des Républicains au début, a su se faire passer pour un *self-made* man luttant aux côtés des petits contre les gros. Le 23 janvier 2017, dans le bureau ovale de la Maison Blanche, une douzaine de leaders syndicaux des syndicats du bâtiment rencontraient le président Trump et le félicitaient de s'être retiré du Traité de partenariat économique transpacifique (TPP). Cependant, l'attitude du mouvement syndical, traditionnellement démocrate, à l'égard de Trump, est plus contrastée. Certains pactisent. Certains font le dos rond et attendent que la tempête passe. Certains restent pieds et poings liés à la bureaucratie démocrate qui a, par le passé, tant de fois trahi le mouvement syndical, par exemple sur l'immigration : le renforcement drastique des frontières avait commencé sous Obama, bien avant Trump, même si celui-ci a porté la politique anti-immigrés jusqu'à la caricature. Mais d'autres, dans le mouvement syndical, résistent.

PROTECTIONNISME ET ATTAQUES CONTRE LES SYNDICATS DU PUBLIC

Ce qui a séduit la classe ouvrière blanche dans le programme de Trump, c'est que, contrairement aux Démocrates qui se contentaient d'attaquer Trump bêtement pour son côté rustre,

l'affublant de surnoms ridicules ou le comparant à Hitler, celui-ci a promis à l'électorat ouvrier ce qu'il désirait le plus : des emplois, et de surcroît bien payés. Ce sont ces emplois qui ont disparu avec la crise de 2008 et qui ne sont pas réapparus, malgré la reprise timide des dernières années. Des emplois mieux payés, grâce aux syndicats, qui garantissaient un certain revenu permettant de se sentir membre d'une hypothétique « classe moyenne ». Les créations d'emplois de la reprise se font dans le secteur tertiaire où il faut un, deux, trois emplois pour survivre. Ainsi, de nombreuses usines ont fermé dans le quart Nord-est, notamment dans l'automobile, mais toutes n'ont pas été délocalisées au Mexique. De nombreuses usines ont ouvert leurs portes dans le Sud des États-Unis où des lois anti-syndicales féroces rendent difficile l'implantation de syndicats et donc des salaires corrects. Le secteur de la logistique s'est beaucoup développé et emploie des millions de travailleurs dans de très grands entrepôts où l'exploitation est importante et les syndicats inexistant : par exemple les entrepôts Amazon où les employés sont obligés de porter des couches au travail car ils n'ont pas de pause pour aller aux toilettes.

Ce sont de « bons emplois » que Trump propose de ramener en Amérique, avec une combinaison de politique protectionniste et de soutien aux énergies fossiles entraînant des constructions d'infrastructures importantes. Le protectionnisme n'est en rien une solution aux licenciements car il ne pose pas la question du contrôle de la politique industrielle par les travailleurs. Mais

Trump n'a pas vraiment épousé une politique protectionniste et en a seulement pris la rhétorique dans une ère du temps hostile aux élites mondialisées. Il a pris des mesures symboliques contre les importations d'acier et de pièces automobiles, mais de nombreux produits en sont exemptés, ceux qui arrangent les grandes compagnies de l'automobile. Un exemple parlant de la politique de Trump est l'affaire Carrier. En novembre 2016, pendant la campagne présidentielle, le fabricant d'appareils de chauffage et de climatisation Carrier a annoncé être prêt à délocaliser 1400 emplois de son usine de l'Indiana vers le Mexique. Le candidat Trump a sauté sur l'occasion et a exigé des dirigeants de Carrier qu'ils renoncent à leur plan de délocalisation contre de grasses aides publiques (7 millions de dollars de l'État de l'Indiana sous forme de baisses d'impôts). Cinq mois plus tard, le plan de licenciements prévu aura quand même lieu et touchera plus de 700 salariés... Et le président de la section syndicale locale, au lieu d'organiser la lutte contre les licenciements, a remercié Trump des emplois qu'il avait sauvés...

Mais le secteur privé n'est pas le seul à être victime des attaques patronales et gouvernementales. Dans le secteur public, un récent arrêt de la Cour Suprême est annonciateur de nombreuses attaques. Aux États-Unis, quand un lieu de travail est syndiqué, toutes les employéEs sont couverts par un accord collectif, le contrat. En échange, toutes les salariéEs versent une partie de leur salaire au syndicat sous forme de cotisations. Mais un employé de l'État, Marc Janus, a attaqué son syndicat AFSCME,

prétextant que les cotisations qu'il devait verser était contraires au Premier amendement de la Constitution (la liberté d'expression) et qu'il souhaitait quand même bénéficier des avantages contractuels. La Cour Suprême lui a donné raison. L'arrêt est récent, donc les conséquences sont pour l'instant hypothétiques, mais cela peut signifier un tremblement de terre pour les syndicats du public qui sont un des bastions du mouvement syndical. En effet, pourquoi être membre du syndicat si tous les avantages des syndiquéEs vous sont acquis sans être membre? Des instituts privés démarchent d'ores et déjà les enseignantEs en diffusant des kits « Comment quitter mon syndicat? ». Il y a un risque d'effondrement des syndicats du public, qui risque d'entraîner le reste du mouvement syndical avec eux. Certains disent: tant mieux! Ce système rendait les syndicats trop indépendants de la base avec un financement automatique, et ce financement n'était utilisé qu'à financer les campagnes électorales de politiciens démocrates qui ne servent pas le mouvement syndical. En tout cas, cet arrêt va signifier une chose ou l'autre: soit les syndicats du publics deviennent plus militants et organisent leurs membres pour se défendre collectivement, soit ils périssent.

UNIR LES BAGARRES... OU SUIVRE LA «RÉSISTANCE»?

Les enseignantEs, eux, ont fait leur choix. Depuis six mois, dans de nombreux États «rouges» (Républicains), des grèves massives – et victorieuses – d'enseignantEs donnent des pistes au mouvement syndical pour résister, et des raisons d'espérer. Dans un contexte de baisse drastique des budgets de l'éducation par les États, d'attaques contre l'éducation (privatisations, etc.) et de racisme, les personnels de l'éducation de Virginie Occidentale, du Kentucky, d'Oklahoma, d'Arizona et de Caroline du Nord se sont mis en grève et ont obtenu des augmentations de salaires. Plus important encore, ces grèves ont été le fait de comités de mobilisation de base dans les établissements, avec le soutien des appareils syndicaux (American Federation of Teachers et National Education Association) mais hors de leur contrôle et parfois même dans la défiance face à la bureaucratie syndicale. Une fois la grève finie, des enseignantEs ont même décidé, comme en Virginie Occidentale, de créer des tendances oppositionnelles

dans les syndicats afin de remettre en cause la bureaucratie qui était responsable de la situation qui a conduit à la grève. De nombreuses tendances oppositionnelles ont certes sombré, par le passé, en passant des deals avec la bureaucratie dans un contexte d'absence de contrôle de la base et du caractère épisodique des luttes, mais cette création de tendance est encourageante. À côté des enseignants, il existe des équipes syndicales combatives, qui se regroupent tous les deux ans lors de la conférence du magazine *Labor Notes*, et qui font aujourd'hui état des stratégies qui marchent face à Trump comme face à tout autre politicien bourgeois: contrôle de la base et radicalité.

Cependant, ce n'est pas la route que prend actuellement le reste du mouvement syndical. En effet, la principale perspective politique tracée par la bureaucratie sont les élections de mi-mandat en novembre, à savoir dépenser leur temps et leurs ressources pour faire élire des Démocrates qui mèneront (ou pas) une politique favorable aux travailleurEs. Cela même alors que les Démocrates n'ont jamais été aussi à droite. La formule politique actuelle des Démocrates consiste à unir la «Résistance» (*sic*), c'est à dire créer un front anti-Trump, y compris avec les Républicains dits «modérés» comme George Bush ou feu John Mc Cain. Le mouvement pour les 15 dollars de l'heure et

voirs publics. Ainsi des ordonnances locales ont été prises pour augmenter les salaires, mais étalées dans le temps, juste assez pour que les syndicats ne perdent pas la face en demandant à nouveau à leurs adhérents de faire confiance aux Démocrates.

Si Trump et ses panacées nationalistes ne sont pas le remède suprême, des années et des années d'inféodation aux Démocrates n'ont rien rapporté au mouvement syndical étatsunien. Pour le futur il y a différentes possibilités: soit le mouvement syndical continue de décliner, soit un sur-saut des luttes le mène à rechercher l'indépendance politique. Cette indépendance politique de la classe ouvrière peut prendre plusieurs formes: soit un parti ouvrier basé sur les syndicats de type «Labor» anglais, ce qui n'a jamais réellement existé aux Etats Unis, soit une organisation révolutionnaire de masse. Il existe aux Etats-Unis une radicalisation de la jeunesse actuellement sur des bases socialistes, même si ce socialisme va de Bernie Sanders à Boots Riley². Les Democratic Socialists of America disent avoir atteint 50 000 membres. Le fait de tourner l'organisation vers les luttes et le monde du travail plutôt qu'être la énième roue du carrosse des Démocrates permettrait à coup sûr de radicaliser celui-ci. Il faut que le mou-



Grève des enseignantEs en Virginie occidentale. DR.

le droit à un syndicat dans les fast food (*Fight for Fifteen*) est un exemple de cette impasse. Au lieu d'effectuer un patient travail de construction, restaurant par restaurant, en remportant des contrats, *Fight For Fifteen* repose intégralement sur une stratégie alinskienne¹ d'interpellation des pou-

vement syndical en entier reprenne le chant des enseignants grévistes: «*We're not gonna take it!*»³ □

¹ Saul Alinsky (1909-1972): militant social-démocrate étatsunien et théoricien des mouvements sociaux.

² Boots Riley: réalisateur du film *Sorry to Bother you*, ouvertement communiste.

³ *We're not gonna take it* (On ne va plus l'accepter) des *Twister Sister*, est l'un des hymnes des enseignantEs grévistes.

Black Lives Matter, cinq ans après

PAR C.B.

Jason Van Dyke, un policier blanc de Chicago, a été reconnu coupable, le 5 octobre, du meurtre du jeune noir Laquan McDonald, sur lequel il avait tiré à 16 reprises en octobre 2014. Le mouvement Black Lives Matter considère ce verdict comme une victoire, qui n'aurait jamais été obtenue sans les mobilisations et les campagnes de ces dernières années.

Le 26 février 2012, Trayvon Martin, un adolescent noir de 17 ans, était assassiné d'une balle dans la poitrine par George Zimmerman, un volontaire effectuant une ronde de surveillance dans un quartier de Stanford, en Floride. Interrogé par la police le soir même, Zimmerman est remis en liberté au bout de quelques heures, ce qui déclenche une vague de protestations durant plusieurs semaines. L'étendue de ces protestations, et l'écho

caines, qu'Alicia Garza, une habitante d'Oakland, militante afro-américaine active dans une association protégeant les droits des travailleurEs domestiques, poste, sur son compte Facebook, un message qui se conclut par : «*Black people. I love you. I love us. Our lives matter.*» Patrisse Cullors, une autre militante noire, originaire de Los Angeles, investie sur les questions carcérales, transforme le message de son amie Alicia Garza en un

Le 9 août 2014, à Ferguson (Missouri), Michael Brown, un jeune noir de 18 ans, est assassiné par Darren Wilson, un policier blanc. Cet énième crime raciste suscite l'indignation, des manifestations et des émeutes éclatent, et le hashtag Black Lives Matter devient un slogan, chanté dans les rues et brandi sur des pancartes. Ferguson sera un véritable catalyseur pour Black Lives Matter qui devient, dans les mois qui suivent le meurtre de Michael Brown, et alors que de nouveaux crimes policiers racistes sont commis, un mouvement d'ampleur nationale, avec des sections locales, des interventions multiples en direction des communautés afro-américaines, des manifestations, des réunions publiques, etc., ainsi qu'un écho médiatique (international) à la mesure de l'indignité de la condition noire aux États-Unis.



médiatique qu'elles rencontrent, qui poussent même Barack Obama à s'exprimer, le 23 mars, sur l'affaire, contraignent le procureur à poursuivre Zimmerman, qui sera inculpé le 29 mai. Plus d'un an plus tard, après un mois de procès, le jury déclare, le 13 juillet 2013, Zimmerman non-coupable de l'ensemble des charges qui avaient été retenues contre lui.

AU COMMENCEMENT ÉTAIT UN HASHTAG

C'est lorsqu'elle prend connaissance de ce verdict, et alors qu'un nouveau tonnerre de protestation se fait entendre, notamment dans les communautés afro-améri-

hashtag : #BlackLivesMatter. «*Les vies noires comptent*» : ce court mot d'ordre, percutant, se répand comme une trainée de poudre sur les réseaux sociaux et dans l'espace public, tant il fait écho à la réalité de la condition des communautés afro-américaines aux États-Unis, confrontées aux discriminations, à la relégation sociale, aux violences policières. De simple hashtag, Black Lives Matter va progressivement devenir un mouvement, au départ porté par Alicia Garza, Patrisse Cullors et Opal Tometi, une autre activiste afro-américaine, qui milite à New York pour la défense des droits des migrantEs.

AU-DELÀ DES VIOLENCES POLICIÈRES

Dès Ferguson, Black Lives Matter se démarque des organisations et des figures traditionnelles du mouvement des droits civiques. S'il existe un respect pour leurs combats passés, les jeunes générations leur reprochent, entre autres, la tiédeur de leur discours, leur éloignement du « terrain », ainsi que leur légalisme et leur intégration aux institutions étatiques. Black Lives Matter pose rapidement la question du racisme à l'échelle institutionnelle, en dénonçant des « violences d'État » et un « racisme d'État ». Le mouvement, fondé par trois femmes, militantes noires intervenant sur des thématiques diverses (droits des migrantEs, questions carcérales, droits des salariéEs), se revendiquant toutes les trois queer, pose en outre la problématique de la condition noire aux États-Unis dans un cadre intersectionnel, qui dépasse de très loin la seule question des violences policières. C'est ce qu'exprime Alicia Garza en octobre 2014 :

«*Lorsque nous disons que les vies noires comptent, nous parlons de toutes les façons*

dont les noirs sont privés de leur dignité et de leurs droits humains fondamentaux. [Dire cela], c'est reconnaître que la pauvreté et le génocide des noirs sont une violence d'État. Reconnaître que dans ce pays, le fait qu'un million de noirs sont enfermés dans des cages – soit la moitié de tous les prisonniers – est une violence d'État. Reconnaître que les femmes noires font les frais d'une offensive ininterrompue sur nos enfants et nos familles, et que cette offensive est une violence d'État. Le fait que les queers et les trans noirs portent un fardeau exceptionnel dans une société hétéro-patriarcale qui nous jette comme des déchets tout en nous fétichisant et en faisant du profit sur notre dos est une violence d'État; le fait que 500 000 noirs aux États-Unis sont des migrants sans papiers et marginalisés est une violence d'État; le fait que les femmes et les hommes noirs handicapés ou dotés de capacités différentes sont victimes des expériences darwiniennes sponsorisées par l'État pour nous faire rentrer de force dans des petites cases de normalité prédéfinies par la suprématie blanche est une violence d'État.»¹

«VIOLENCE D'ÉTAT»

Les violences policières sont donc pensées en lien avec l'ensemble des problèmes, politiques, économiques et sociaux, qui touchent les communautés et les quartiers afro-américains. Comme le souligne Keeanga-Yamahtta Taylor, «dénoncer une "violence d'État" correspond à un décrochage stratégique par rapport à l'analyse conventionnelle qui réduit le racisme aux intentions et aux actions des individus directement impliqués. Parler de "violence d'État" légitime la revendication corollaire d'une "action d'État". Exigeant plus que la révocation de tel agent ou des remontrances à tel service de police, cela attire l'attention sur les forces systémiques qui permettent aux individus d'agir en toute impunité. [...] D'une certaine façon, cela démontre que les militantes et militants actuels sont confrontés à des questions semblables à celles que se posaient les radicaux noirs à l'ère du Black Power: des questions liées à la nature systémique de l'oppression des noirs dans le capitalisme états-unien, qui déterminent également les formes d'organisation de la lutte.»²

Contrairement aux organisations traditionnelles des droits civiques, Black Lives Matter s'organise de manière décentralisée, avec la création de dizaines de groupes aux quatre coins du pays, qui jouissent d'une autonomie dans leurs actions et leurs interventions. Les réseaux

sociaux sont un support privilégié pour s'organiser, même si la plupart des groupes ne négligent pas, bien au contraire, les campagnes de terrain et les initiatives de rue. Depuis 2014, chaque crime policier raciste et chaque acquittement d'auteurs de ces crimes débouche sur des mobilisations de rue et d'importantes campagnes de protestation. La pression exercée par Black Lives Matter a fait de la question des violences racistes systémiques dans la police un objet incontournable du débat public, et l'activisme du mouvement a inspiré d'autres mobilisations d'ampleur, comme les manifestations de femmes autour du mot d'ordre «Women's Voices Matter» («Les voix des femmes comptent»). À rebours des *identity politics* (voir interview de Laura Raïm), les activistes de Black Lives Matter se joignent en outre à de nombreuses luttes, comme le combat contre le pipeline de Standing Rock, au côté des militants indigènes et écologistes, ou les mobilisations contre les armes à feu, en développant une intervention spécifique dans les quartiers afro-américains³.

À LA CROISÉE DES CHEMINS ?

La convergence théorique est donc devenue, de facto, une convergence pratique, et le potentiel anti-système de Black Lives Matter s'est affirmé au cours des années. Cinq ans après le lancement du hashtag, Black Lives Matter a parcouru un long chemin, et peut se targuer d'engranger des victoires, concrètes et idéologiques. Le développement du mouvement l'a toutefois placé devant ses limites et ses contradictions. En privilégiant le développement de groupes «grassroots», c'est-à-dire implantés localement, dans les communautés afro-américaines, et en prônant une stratégie d'«empowerment» et d'auto-organisation, Black Lives Matter tente de ne pas reproduire les erreurs des mouvements précédents, et notamment du mouvement des droits civiques. Il s'agit notamment d'éviter l'institutionnalisation du mouvement, et les processus de cooptation de ses principales figures. Une stratégie qui a jusqu'ici fonctionné mais qui se traduit par un manque parfois flagrant d'organisation et de structuration, des difficultés de coordination et une perte d'efficacité dans les actions. De même, la volonté d'autonomie financière vis-à-vis des institutions d'État et des partis a conduit Black Lives Matter à se tourner vers des fondations qui, si elles font preuve de générosité, ont prouvé par le passé que leur

apparente philanthropie ne faisait guère bon ménage avec trop de radicalité...

Enfin, et par-dessus tout, Black Lives Matter est confronté, comme l'ensemble des forces sociales progressistes aux États-Unis, à la question électorale. Si le mouvement affirme ne soutenir aucun parti et refuser toute affiliation, il ne peut faire l'économie d'une stratégie électorale dans la mesure où les questions qu'il pose (et les réponses qu'il suggère) doivent avoir de nécessaires traductions sur le champ politique. Les positions qui s'expriment au sein de Black Lives Matter sont diverses, qui oscillent entre deux pôles: des «réformistes» qui estiment que le mouvement devrait davantage s'impliquer dans la vie politique institutionnelle, y compris en proposant ses propres candidats aux élections et aux primaires démocrates, aux «radicaux» qui font des actions «de terrain» la priorité absolue du mouvement. Pour Barbara Ransby, historienne et auteure de *Making All Black Lives Matter*⁴, qu'elle présente comme la «*biographie collective*» d'un mouvement qu'elle a soutenu dès ses débuts, les deux pôles peuvent cohabiter dans la mesure où la stratégie électorale est considérée comme «défensive», en d'autres termes comme un moyen d'empêcher les politiciens les plus racistes d'être élus, sans placer davantage d'illusions dans les élections. Il s'agit selon elle d'avoir une «*vote-plus strategy*», c'est-à-dire de considérer que le vote ne se suffit jamais et qu'il doit toujours être accompagné de mobilisations et d'actions destinées à développer un rapport de forces et à maintenir une pression permanente sur les éluEs, aussi «radicaux» soient-ils: sans cette pression, même les candidats les plus progressistes seront «*aspirés dans le vortex du Parti démocrate*»⁵. Une lucidité qui incite à l'optimisme quant à l'avenir d'un mouvement qui n'a probablement pas, à l'heure actuelle, révélé tout son potentiel et dont les effets positifs, quand bien même la tentation de l'institutionnalisation finirait par l'emporter chez certains, continueront de se mesurer dans les années à venir. □

1 Alicia Garza, «A Herstory of the #BlackLivesMatter Movement», *Feminist Wire*, 7 octobre 2014. Citée par Keeanga-Yamahtta Taylor, *Black Lives Matter. Le renouveau de la révolte noire américaine*, Agone, 2017.

2 Keeanga-Yamahtta Taylor, *op. cit.*

3 Voir par exemple Nigel Roberts, «How Black Lives Matter Is Taking A Grassroots Approach To Stop Gun Violence», 14 septembre 2018, <https://newsone.com/3826130/gun-violence-black-lives-matter-amnesty-international-report/>

4 *Making All Black Lives Matter: Reimagining Freedom in the Twenty-First Century*, University of California Press, 2018.

5 «Making All Black Lives Matter: Barbara Ransby talks politics and protesting in 2018», octobre 2018, en ligne sur <https://www.chicagoreader.com/Bleeder/archives/2018/10/10/making-all-black-lives-matter-barbara-ransby-talks-politics-and-protesting-in-2018>

« Une émulation intellectuelle que l'on n'avait pas vue, dans la gauche aux États-Unis, depuis le milieu des années 1960 »

PAR LAURA RAÏM

Laura Raim est journaliste. Propos recueillis par Julien Salingue.

Tu as écrit, dans *la Revue du Crieur* numéro 8 (1), un long article consacré à l'émergence, aux États-Unis, au cours des dernières années, de nombreuses revues (papier et en ligne), se revendiquant plus ou moins explicitement du « socialisme ». Et tu expliques que ce

phénomène ne peut être compris si on ne l'inscrit pas dans un contexte politique et social plus global.

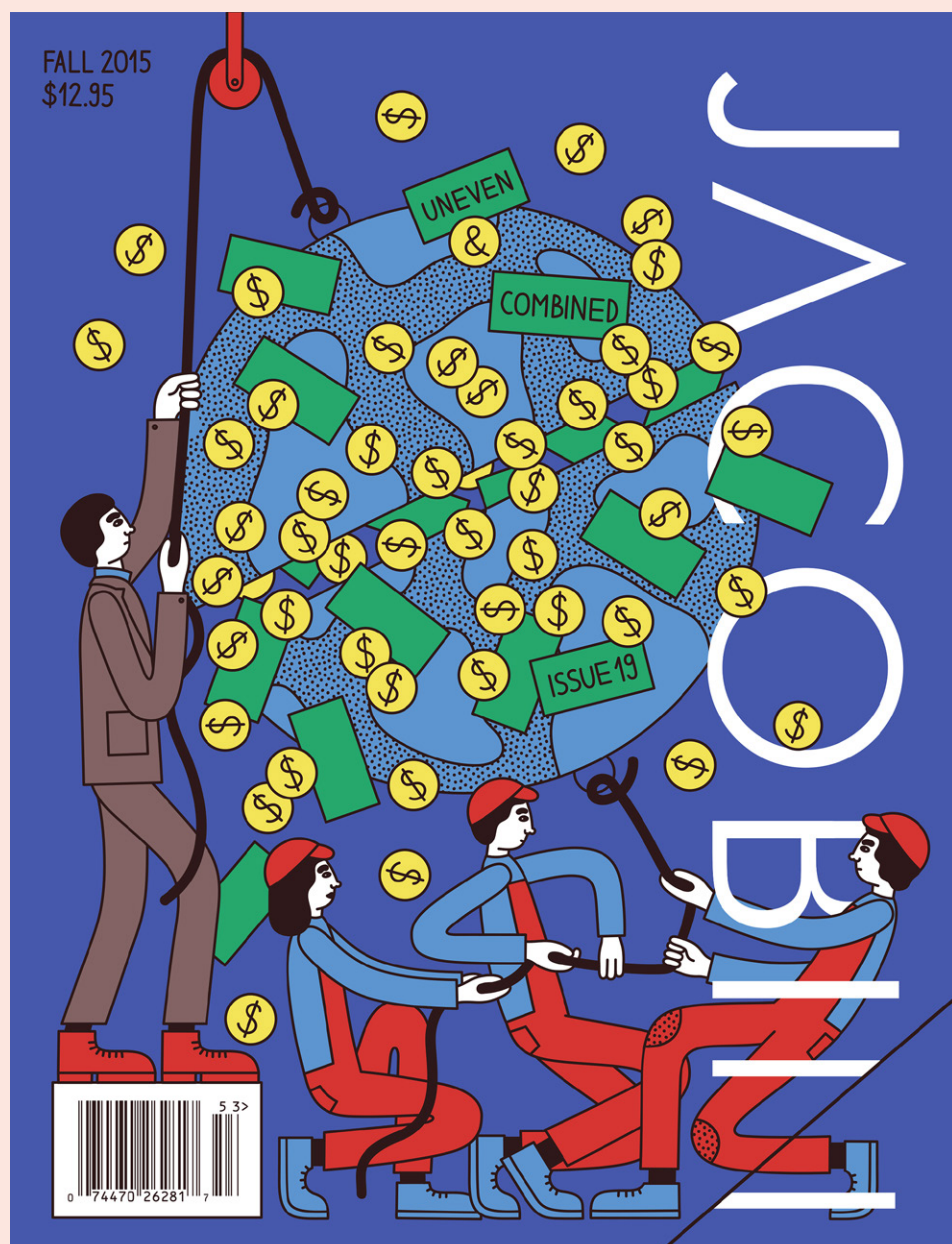
Il s'agit d'une renaissance, avec une émulation intellectuelle que l'on n'avait pas vue, dans la gauche aux États-Unis, depuis le milieu des années 1960. Cela cor-

respond à un cycle ouvert avec la crise de 2008 et les mouvements sociaux qui l'ont suivie, d'Occupy à Black Lives Matter en passant par Fight for 15, pour l'augmentation du salaire minimum, la campagne BDS en solidarité avec les Palestiniens, ou encore la lutte de Standing Rock contre le pipeline Dakota Access.

Occupy a été un moment fondateur, le moment de politisation pour toute la génération qui va fonder les journaux et revues dont on parle, de *Jacobin*² à *Viewpoint Magazine*³ en passant par *The New Inquiry*⁴, mais aussi un moment fondateur pour réorienter des journaux qui existaient déjà, comme *N+1*, une revue littéraire qui va se mettre à s'intéresser à l'économie politique, mais aussi *The Nation*, *Dissent* ou *Labor Notes*. La désillusion face à Obama, qui n'a rien fait rien pour lutter contre la finance, pour la réguler, a contribué à favoriser ce mouvement, jusqu'à un autre moment essentiel : la campagne Sanders, également un moment de politisation important. L'élection de Trump est la dernière étape, à ce jour, de ce regain d'intérêt pour les idées socialistes. À l'image de ce qui se passe dans DSA [Democratic Socialists of America, voir article pages 16-17], où les adhésions affluent, les abonnements et les visites des sites de ces revues augmentent très fortement : *Jacobin* revendique aujourd'hui plus de 40 000 abonnés payants et reçoit plus d'un million de visiteurs par mois sur son site...

Les animateurs et animatrices de ces revues sont-ils et elles en lien avec le milieu militant ? Sont-ils militants eux-mêmes et elles-mêmes, ou plutôt en « dialogue » avec les mobilisations ?

Beaucoup d'entre eux ont directement participé à Occupy, et il y en a aussi qui se sont investis, sur le terrain, dans la campagne Sanders. Mais pour une partie d'entre eux, participer à ces revues et ces journaux est déjà en soi un acte militant. Je



me souviens par exemple d'une discussion avec Sarah Leonard, une jeune journaliste, spécialiste de féminisme marxiste et figure de cette gauche intellectuelle, qui me disait que, pour elle, être dans une revue était déjà un moyen de militer, à défaut d'un parti ou d'une organisation. *Jacobin* prend très au sérieux les luttes, de Black Lives Matter aux luttes écologistes en passant par les luttes autour des salaires, mais se situe plutôt dans un rapport de dialogue avec ces luttes. Ils se disent : il faut y mettre de la politique, on va les politiser, leur fournir des articles, des analyses... Dans le contexte actuel de la résistance à Trump, ils se disent qu'il existe un

prement parler, mais il a largement contribué à la revitalisation de DSA : il n'est pas un acteur des luttes, mais il a un pied dans la politique « institutionnelle ».

Ces différentes revues coopèrent-elles, dialoguent-elles, fonctionnent-elles en réseau ?

Oui, et c'est quelque chose de très rafraîchissant. Ils sont en expansion mais ils demeurent tout petits et en ont conscience. Donc, même s'il existe très certainement des conflits, ils sont en dialogue et le revendiquent, et d'ailleurs on voit régulièrement les mêmes signatures apparaître dans différentes revues et différents jour-

l'abolition de la propriété privée et la fin du capitalisme, mais ils se disent qu'au moins il aura été utile pour contribuer à déstigmatiser ce mot, à accélérer ce processus de déstigmatisation qui était déjà en cours à la faveur de la crise. D'après un sondage de 2016, réalisé par Harvard, 51% des jeunes de 18 à 29 ans affirmaient rejeter le capitalisme, et 33% d'entre eux allaient jusqu'à soutenir le « socialisme »... Cela montre bien que le terme « socialisme » n'est plus un stigmate pour la génération post-guerre froide, qui ne se sent pas responsable des crimes du stalinisme et qui associe davantage le socialisme aux États-providence européens. Là encore, ce



risque de dilution des luttes, d'instrumentalisation et de récupération par les centristes, les Démocrates. Du côté de *Jacobin*, on se dit qu'il faut lutter contre ça, comme lors de la marche des femmes contre Trump : se battre intellectuellement pour éviter que le féminisme libéral soit hégémonique, en proposant des analyses intégrant la dimension de classe, la perspective socialiste.

Il faut ici souligner le rôle que jouent, dans ce dialogue, les « groupes de lecture » de ces revues. Pour *Jacobin*, il y en avait, en 2017, dans 80 villes. Et j'ai récemment appris que Julia Salazar, de DSA, qui a gagné en septembre la primaire démocrate pour les sénatoriales à New York, expliquait s'être politisée à travers les groupes de lecture de *Jacobin*... Bashkar Sunkara, fondateur de *Jacobin*, n'est pas un militant à pro-

naux, *Viewpoint Magazine*, *The Nation*, *Jacobin*, *N+1*, etc. Il y a beaucoup moins de sectarisme, il me semble, qu'ici en France. Et on a même des gens de différentes organisations politiques qui cohabitent : à *Jacobin*, tu trouves des gens de DSA et de l'ISO, ils ont des débats entre eux, notamment sur l'opportunité de participer aux primaires du Parti démocrate. Mais cela reste du dialogue, constructif.

Et tout ce petit monde se revendique donc du « socialisme » ?

Oui, en tout cas la plupart d'entre eux. Ils savent bien évidemment que le mot « socialisme » a des significations à géométrie variable et peut signifier différentes choses. Ils savent par exemple que le « socialisme » de Sanders n'a pas grand chose à voir avec un socialisme révolutionnaire,

n'est donc pas le socialisme au sens où les marxistes l'entendent, mais ces revues et journaux s'appuient sur ce phénomène pour attirer vers eux du public, et proposent des analyses fournissant un contenu marxiste, de classe, au « socialisme ». C'est pour cette raison qu'ils ont eu une attitude très pragmatique par rapport à Sanders, même si sa « révolution politique » s'apparente beaucoup plus à l'aile gauche de la social-démocratie, inspirée du New Deal de Roosevelt.

Quels rapports entretiennent-ils avec les pensées critiques antérieures, marquées par le post-structuralisme, la mi-



ropolitique, les «identity politics»... qui ont longtemps dominé la pensée dans la gauche étatsunienne, notamment universitaire? Ces théories ne font en effet pas nécessairement bon ménage, c'est le moins que l'on puisse dire, avec un marxisme lutte de classe. Est-on dans une logique de dialogue critique, de rupture, de dépassement?

Ils se présentent plutôt en rupture avec ces courants de pensée. Je vais faire un détour avant de répondre directement: Seth Ackerman, de *Jacobin*, m'expliquait qu'il s'est politisé, comme de nombreux jeunes de sa génération, dans le cadre d'Occupy, plutôt dans une approche horizontaliste, anarchiste, spontanéiste... qui a échoué, et en ce sens *Jacobin* est un peu la revanche d'une approche plus marxiste, socialiste, lutte de classes, qui n'a pas peur de poser la question des institutions, du parti politique, etc. Et ils considèrent qu'ils ont gagné ce combat, ce qui constitue un point d'appui pour leurs autres luttes idéologiques, notamment contre les *identity politics*, ces politiques visant à défendre les intérêts ou à lutter contre la stigmatisation de certaines catégories minoritaires de la population, au risque de la fragmentation. La crise de 2008 a remis sur le devant de la scène les questions économiques, matérielles, financières, et donc les questions d'économie politique et de classe, souvent négligées dans les *identity politics*, surtout lorsqu'elles sont instrumentalisées par les libéraux comme Hillary Clinton.

Les revues et journaux dont on parle sont donc en rupture, mais c'est une rupture intelligente: il ne s'agit pas de nier les problématiques de genre, de race, etc., mais bien de les intégrer à une vision marxiste, socialiste des choses. Un clivage beaucoup moins simpliste et caricatural qu'en France où certains, dans la gauche, continuent par exemple de nier les problématiques raciales au nom d'un «universalisme» de la gauche sociale, qui s'opposerait au caractère «identitaire» de la défense des minorités. Il faut dire que l'importance de la lutte pour les droits civiques dans l'histoire des États-Unis impose à toute pensée de gauche, et toute organisation de gauche, de rester en prise avec les combats des minorités, notamment de la minorité noire...

Ils adoptent aussi un style beaucoup moins jargonnant qu'une certaine in-

telligentsia universitaire «de gauche». Oui. Ils se méfient de tout ce qui est jargon. C'est très agréable quand on les lit. Je me souviens de Bashkar Sunkara expliquant qu'il faut se méfier de tout ce qui peut servir de «béquille» à une pensée pas encore complètement aboutie et donc incapable



de se passer du jargon. Leurs textes se veulent concrets, pragmatiques, accessibles, sans toutefois, évidemment, sacrifier l'analyse. Il s'agit d'attirer non seulement les sensibilités anarchistes, radicales, mais aussi les «libéraux» au sens américain du terme, les progressistes, lecteurs du *New York Times*, électeurs d'Obama, qui ont des idéaux de justice sociale... Donc ils évitent le dogmatisme, l'ésotérisme, l'esthétisme. Ils parlent de «no bullshit marxism», se référant au marxisme classique mais aussi à des auteurs comme Ralph Milliband, l'historien Robert Brenner ou Michael Harrington (un des fondateurs de DSA). Il y a donc un double objectif: réaffirmer, en direction de la gauche radicale américaine, souvent formée aux *cultural studies*, le primat d'une analyse matérialiste, de classe, et faire entrer les idées radicales dans le *mainstream* de la politique américaine.

S'agit-il, plus largement, d'une prise de distance avec le milieu universitaire?

Oui, il y a de ça. Ils sont très critiques d'une certaine gauche universitaire, toujours dominante dans les campus, qui vit dans une

tour d'ivoire, qui est coupée de la société et des mobilisations, et qui jargonne dans son coin, loin de la figure de l'intellectuel marxiste, organique... Ce sont parfois des universitaires qui se revendiquent du marxisme, mais leurs travaux sont souvent abstraits, déconnectés des luttes, et ils ne se

spécialisent d'ailleurs pas dans les sciences empiriques mais plutôt dans des disciplines comme la littérature, la psychanalyse ou la philosophie. Dès 1987, l'historien Russell Jacoby avait publié *les Derniers Intellectuels*, dans lequel il décrivait la disparition progressive des intellectuels engagés, remplacés par des professeurs ultra-spécialisés qui multiplient les papiers jargonnants dans des revues scientifiques destinées à leurs seuls pairs, avec comme principale préoccupation l'avancement de leur carrière.

Les contributeurs et animateurs des revues et journaux dont on parle viennent donc, en fait, combler un vide. Ils refusent cette posture de l'intellectuel coupé des mobilisations, qui passe plus de temps dans des avions entre deux colloques que dans des manifestations. Ce sont certes des diplômés de l'université, qui souvent y exercent, mais la plupart du temps dans des situations précaires. L'université n'est plus un refuge professionnel, elle ne peut pas leur offrir de réels débouchés, de carrière stable, ce qui leur donne en quelque sorte la liberté d'être plus francs, plus politiques, plus radicaux. Leurs journaux et revues ne se veulent pas universitaires, mais beaucoup plus accessibles, et s'adressant à un plus large public, y compris un public militant qu'ils n'ont pas peur, bien au contraire, de côtoyer. □

1 Laura Raim, «Aux États-Unis, du nouveau à gauche», la Revue du Crieur n°8, octobre 2017.

2 Fondé en 2010, *Jacobin* (www.jacobinmag.com) se définit comme «une voix importante de la gauche américaine, offrant des perspectives socialistes sur la politique, l'économie et la culture».

3 Fondé en 2011, *Viewpoint Magazine* (www.viewpointmag.com) est, pour reprendre une présentation proposée par le site *Contretemps-web*, «une revue de théorie marxiste en ligne basée aux États-Unis, initiée dans le cadre des débats autour des mouvements Occupy! Il s'agit d'une publication ouverte sur les nouvelles formes de radicalités et portée théoriquement sur les traditions révolutionnaires extraparlimentaires, ultra-gauche et opérâistes. Sans sectarisme, ni esprit de chapelle, *Viewpoint Mag* propose régulièrement des livraisons thématiques, sollicitant des contributeurs contemporains mais aussi traduisant ou republiant des analyses plus anciennes du mouvement révolutionnaire européen – en particulier la séquence rouge des années 1960 et 1970 en Italie, France et Allemagne.»

4 Fondé en 2009, *The New Inquiry* (<https://thenewinquiry.com>) affirme vouloir «regrouper les énergies révolutionnaires pour contrer le discours de la classe dominante».

Ernest Mandel, *Sur la Seconde guerre mondiale: une interprétation marxiste*

PAR GEORGES UBBIALI

Pour parodier une pub à propos d'un film à «grand spectacle», avec cet ouvrage d'Ernest Mandel, c'est la guerre comme vous ne l'avez jamais lue. En effet, l'important dans le titre est en réalité le sous-titre: «Une interprétation marxiste». Car l'auteur ne se limite pas à «raconter» la guerre, ce que de très nombreux analystes et historienEs ont fait avant lui. Il l'interprète dans le cadre d'une analyse en termes de lutte des classes.

LES PRIORITÉS DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL

Pour rappel, Ernest Mandel, Belge d'origine, fut, des années d'après-guerre à sa mort en 1995, un des dirigeants majeurs de la IV^e Internationale et sans conteste son principal théoricien ¹. Son livre sur la Seconde Guerre mondiale a d'abord fait l'objet d'une édition en anglais ². Bien qu'économiste de formation, Mandel n'en manie pas moins une impressionnante et érudite bibliographie internationale lui permettant d'analyser ces années clés de l'histoire du XX^e siècle. Même si l'introduction d'Enzo Traverso apparaît décalée par rapport au propos du livre, ce dernier a tout à fait raison de souligner que «Mandel a écrit un essai qui anticipe ce que les chercheurs appellent aujourd'hui l'histoire mondiale [...] [en alliant] une investigation rigoureuse des événements militaires et des structures socio-économiques à une évaluation globale de la signification de la Seconde Guerre mondiale dans l'histoire du capitalisme et de la civilisation mondiale».

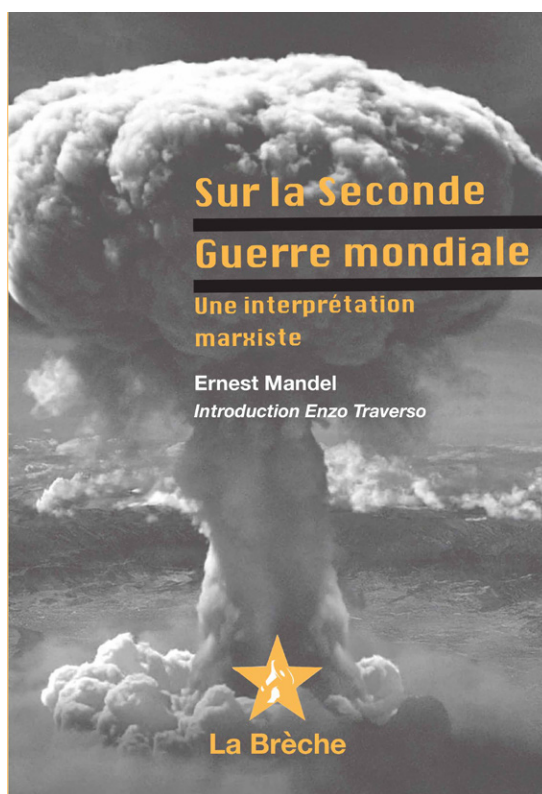
Loin de considérer la Seconde Guerre mondiale comme un épisode d'affrontement entre, d'une part, les démocraties (celles conquises sur le continent, la Grande-Bretagne et, surtout, les États-Unis) et, d'autre part, les systèmes totalitaires (Allemagne, Italie, Japon), Mandel affirme, de manière décapante, dès les premières pages, la singularité de son

analyse, ancrée sur la réalité du système capitaliste et de l'impérialisme qui en découle: «*Le moteur de la Seconde Guerre mondiale était le besoin pour les principaux États capitalistes de dominer l'économie de continents entiers par l'in-*

surer son hégémonie? C'est à l'aune de ce schéma que Mandel lit la guerre.

CONTRE-RÉVOLUTIONS

Cette guerre mondiale, la deuxième du siècle, a en outre constitué le point culminant d'un processus contre-révolutionnaire. Contre-révolution aussi bien dans les pays européens (révolution allemande de 1918-1919, Italie mussolinienne ³, guerre civile espagnole, notamment) qu'en Union soviétique (développement du stalinisme). C'est dans ce cadre global que les classes dominantes allemandes, profondément frustrées par le partage inégal du monde au tournant du XX^e siècle (l'exclusion de l'Empire allemand du découpage colonial avait déjà suscité l'épisode de la Première Guerre mondiale) vont engager, à travers le nazisme, une tentative de prendre leur revanche. «*La responsabilité de l'impérialisme allemand dans l'éclatement et l'extension de la Seconde Guerre mondiale était écrasante, contrairement à la situation de juillet-août 1914*». L'agressivité du Japon impérial représente la seconde cause immédiate du déclenchement des hostilités. Enfin, élément nettement moins connu, l'implication de l'impérialisme étatsunien constitue le troisième facteur déclenchant. En effet, le *New Deal* manifestait l'échec de la tentative de Roosevelt d'en finir avec la crise: l'existence des 12 millions de chômeurEs américains en 1938 rendait impératif un tournant vers le marché mondial. Au passage – un trait qui se répète à de nombreuses reprises au fil des chapitres –, Mandel en profite pour régler son compte au pacte Hitler-Staline (août 1939), encore aujourd'hui célébré par certaines forces communistes à travers le monde pour sa prétendue dimension de *realpolitik*, alors qu'il s'agit bel et bien d'une union contre nature entre un régime se proclamant communiste et un État fasciste et totalitaire.



Paris, La Brèche éditions, 251 pages, 12 euros.

vestissement de capitaux, par des accords commerciaux préférentiels, par une réglementation monétaire et une politique hégémoniques. Le but de la guerre était la subordination des pays les moins développés, mais aussi des autres États industriels, qu'ils soient amis ou ennemis, aux priorités de l'accumulation du capital pour le profit exclusif d'une seule puissance». En d'autres termes, la guerre représente un test de la puissance de l'ordre impérialiste. Comment chacun des belligérants a-t-il réussi à utiliser la force militaire et des ressources considérables (humaines, matérielles) pour as-

«UNE GUERRE D'ADMINISTRATEURS ET DE PLANIFICATEURS»

Une fois déclenchée, la guerre va se décliner en cinq types de conflits différents (et combinés) : une guerre inter-impérialiste pour la suprématie mondiale; une guerre d'auto-défense de l'URSS; une guerre du peuple chinois pour l'indépendance et le socialisme; une guerre des peuples coloniaux d'Asie et, enfin, une guerre de libération nationale (Yougoslavie, Albanie, Grèce, Italie du Nord). Très (trop) brièvement, Mandel affirme au passage une critique d'un certain antifascisme, comme forme de collaboration de classe, dont les différents partis communistes furent en général les principaux promoteurs ⁴.

Un très suggestif chapitre est consacré aux ressources mobilisées par les différents protagonistes, l'auteur expliquant entre autres pourquoi l'Allemagne, pourtant fortement dépendante de matières premières nécessaires pour l'industrie d'armement, n'en manqua jamais, malgré le sévère blocus dont elle fut l'objet ⁵. Un simple examen des chiffres des ressources disponibles montre que l'Allemagne et le Japon réunis ne pouvaient égaler les capacités de production des seuls États-Unis et que le sort du conflit était de ce fait rapidement réglé dès l'entrée en guerre de l'Amérique.

Mandel examine en détail également la dimension stratégique de la guerre et montre de manière particulièrement claire pourquoi la conception d'une violence sans limite développée par l'Allemagne (en particulier sur le front Est) s'est révélée contre-productive, lui aliénant toute possibilité de se créer des alliés, à l'exception des forces fascistes locales. Si l'Allemagne, malgré les intenses bombardements et destructions dont elle va progressivement faire l'objet, a réussi à maintenir ses capacités productives militaires jusqu'à la fin de la guerre, il n'en reste pas moins qu'elle n'était pas en capacité de se mesurer au fordisme militaire US. De ce point de vue, rappelle Mandel, les capacités de production militaires japonaises condamnaient l'Empire nippon avant même l'attaque de Pearl Harbor et le déclenchement de la guerre. Cette guerre fut, à un niveau infiniment supérieur à la première guerre, «une guerre d'administrateurs et de planificateurs, reflétant en définitive les implications d'une guerre de production à la chaîne». Hitler s'est, à ce titre, tiré une balle dans le

pied en éliminant les savants juifs du système de la recherche, et a fourni aux États-Unis les cerveaux qui ont conçu la terrifiante bombe atomique.

CONCEPTION MATÉRIALISTE DE L'HISTOIRE

Si l'on ne peut pas rentrer dans le détail d'un livre foisonnant, évoluant du terrain européen jusqu'à Moscou en passant par la guerre dans l'Atlantique et en Asie, à travers les principaux champs d'action et des batailles dont tout le monde connaît le nom, Mandel éblouit ses lecteurs en explicitant certaines questions que tout un chacun se pose sans trouver véritablement de réponse. Ainsi, grâce à sa conception matérialiste de l'histoire, Mandel permet de comprendre pourquoi Hitler n'a pas prolongé ses éclatantes victoires de la Blitzkrieg (guerre éclair) par une invasion de l'Angleterre, ce qui était tout à fait à sa portée (bien sûr, le résultat n'était pas donné d'avance). En fait, c'est la conception même de la guerre que portait Hitler qui a sauvé la Grande-Bretagne. Cette dernière, dans l'esprit du génocidaire, ne constituait qu'un objectif secondaire/régional, sa conception étant la conquête de l'hégémonie mondiale, passant par la domination du continent européen, c'est-à-

péré (après tout, ce sont des populations asiatiques, et pas européennes, qui ont testé la bombe). La bombe marque en outre le début d'un statu quo (symbolisé également par la conférence de Yalta) de partage de zones d'influence avec Staline. C'est la révolution chinoise, quelques années plus tard, qui remettra en cause cet équilibre.

Si la démonstration que mène Ernest Mandel convainc largement, il faut cependant noter que la perspective matérialiste ainsi exposée reste quand même insatisfaisante en ce qui concerne l'extermination des juifs d'Europe. L'explication causale matérialiste qu'utilise Mandel semble quelque peu limitée. Faut-il rappeler que, jusqu'aux dernières semaines de combat, les convois de déportés juifs (en l'occurrence les juifs de Hongrie) avaient priorité sur le transport des troupes allemandes? Au-delà de cette limite, la lecture de ce livre se révèle passionnante et modifie bien des a priori ou représentations communes que l'on peut avoir sur ces années clés du XX^e siècle. L'ouvrage se conclut par la publication de la contribution de Mandel à la querelle des historiens dans le début des années 1980, lors de la tentative conjointe de plusieurs historiens allemands de réhabiliter le régime nazi. □



dire la conquête de l'Union soviétique. Pourquoi les États-Unis ont-ils utilisé la bombe atomique, alors que les jeux étaient faits pour l'empire japonais, accumulant défaites sur défaites, sans aucun moyen de rétablir un minimum d'équilibre avec la force armée des États-Unis? Là encore, les décisions correspondent à des objectifs fondamentalement politiques et non militaires, à savoir terroriser les populations et les soumettre au nouvel ordre mondial étatsunien en construction, le tout avec un zeste de racisme bien tem-

¹ Voir la biographie d'Ernest Mandel (en anglais) : Jan Willem Stutje, *A Rebel's Dream Deferred*, Londres, Verso, 2009.

² *The Meaning of the Second World War*, Verso, 1986.

³ *CertainEs se souviennent peut-être d'une scène marquante du film 1900 de Bertolucci, où les propriétaires terriens organisent une collecte pour financer les premiers fascistes (faisceaux) pour aller s'opposer aux grèves paysannes.*

⁴ Cette thématique est développée également dans le chapitre consacré à l'idéologie, l'auteur expliquant alors que «cette propagande dans l'ensemble réussit à subordonner les antagonismes fondamentaux de classes entre le capital et le travail salarié à la priorité de battre les nazis».

⁵ Une des explications résulte du pacte germano-soviétique, puisque jusqu'à l'attaque de l'URSS en 1941, l'Union soviétique a largement exporté en direction de l'Allemagne.

«Ce que la bourgeoisie n'a pas supporté, c'est que je refuse d'être leur pauvre»

PAR ÉDOUARD LOUIS

*Nous publions de larges extraits d'un (long) entretien que nous avons réalisé avec l'écrivain Édouard Louis à l'occasion de la parution de son dernier livre, *Qui a tué mon père*. La version complète de cet entretien sera publiée sur le site de la revue *Contretemps* (Propos recueillis par Julien Salingue).*

Le titre de ton dernier livre est *Qui a tué mon père*, sans point d'interrogation. Un procédé littéraire qui indique que tu as la réponse à cette question qui n'en est pas une : c'est l'un des principaux objets du livre. En revanche, dans le livre lui-même, il y a beaucoup de points d'interrogation, tu (te) poses beaucoup de questions, contrairement à ce qui était le cas de ton premier ouvrage, *En finir avec Eddy Bellegueule*, qui semble paradoxalement beaucoup plus assuré.

Oui c'est vrai. Déjà, j'ai changé. Ensuite, la personne que je décris dans *Qui a tué mon père*, c'est-à-dire mon père, a changé aussi. Cela crée un rapport différent à la réalité, un rapport différent au monde... *Qui a tué mon père* commence sur ce retour, je retrouve mon père après quelques années, sans l'avoir vu. Une histoire de transfuge de classe : je suis quelqu'un qui a grandi dans un milieu où les gens ne faisaient pas d'études, toute ma famille a arrêté l'école très jeune, à 14 ou 15 ans ; mes parents n'ont jamais pu quitter le village dans lequel j'ai grandi, un petit village du nord de la France que je décris dans *En finir avec Eddy Bellegueule* ; et moi, pour plein de raisons compliquées, j'ai miraculeusement pu faire des études, j'ai étudié la philosophie, la sociologie, j'ai commencé à écrire des livres, je suis venu vivre à Paris... et donc la communication avec ma famille est devenue assez difficile à cause de cette distance de classe entre nous. Il y avait une forme de violence objec-

tive entre nous : on ne parlait plus le même langage, on n'avait plus les mêmes manières de penser... Et donc j'avais arrêté de voir ma famille pendant plusieurs années, parce qu'on n'y arrivait plus, on n'arrivait plus à se parler. On ne se connaissait plus. Mais au bout de quelque temps j'ai revu mon père, et c'est là que commence le livre. J'ouvre la porte et là je vois que mon père, qui est très jeune, il a 50 ans, a le corps tout simplement détruit : il ne peut plus marcher, il ne peut plus respirer sans une machine, il a plein de gros problèmes de santé, sans avoir de grave maladie, de cancer, etc. Et l'état de son corps est tout simplement dû à la vie qu'il a eue, qui lui a été imposée par la société, par le monde social... Et donc c'est pour ça que le rapport à mon père a changé par rapport à *En finir avec Eddy Bellegueule*, car ce n'est plus le même père que je retrouve, ce n'est plus le même homme que je retrouve. J'ai changé, et il a changé aussi. Durant toute mon enfance mon père a voté pour le Front national, maintenant il vote à gauche, et bien d'autres choses... *Qui a tué mon père* c'est donc un moyen de redécouvrir cet homme, à travers aussi l'état dans lequel est son corps : ça a ouvert des failles en lui, ça m'a permis de voir des choses que je n'avais pas vues avant. La transformation de son corps l'éloigne d'un certain nombre de rôles sociaux liés à la masculinité, parce qu'il ne peut tout simplement plus les jouer : il ne contrôle plus son corps, il n'a plus de pouvoir sur son corps. Donc s'il n'y a pas de point d'interro-

gation au titre c'est parce que, dès que j'ai ouvert la porte et que je l'ai vu, j'ai tout de suite pensé Sarkozy, Chirac, Hollande, à leurs décisions, à ce qu'ils ont fait. Car ces souvenirs des politiques qui ont eu un impact violent sur la vie de mon père, sur son corps, ce sont des souvenirs très précis. Je n'ai pas eu besoin de produire une construction intellectuelle et politique a posteriori pour me dire que l'état du corps de mon père est dû à la politique, au fait que les classes dominées ont un corps plus impacté par la politique que les classes dominantes parce qu'elles ne sont pas protégées par l'argent, par le capital culturel... Je n'ai pas eu besoin de refaire cette construction parce que, pour moi, la politique représentait des souvenirs aussi personnels qu'une conversation avec mon père, qu'une balade en voiture, qu'un souvenir d'enfance avec lui, que ce que ma mère me disait de leur histoire d'amour... Je me souviens par exemple, quand on était enfants, lorsqu'on est passé du RMI au RSA, que mon père a été harcelé pour retourner au travail, que la surveillance auprès des personnes sans emploi a été multipliée par 100 pour les contraindre à retourner au travail à tout prix. Je m'en souviens, je m'en souviens très personnellement : les institutions qui contactaient mon père, qui l'appelaient, qui lui envoyaient des courriers, pour lui dire que s'il ne retournait pas au travail il allait se faire supprimer ses allocations et qu'il allait mourir de faim. Ce sont des souvenirs très personnels et

donc, en le voyant, je savais. Après il fallait trouver une manière de le mettre en forme, une manière de le dire, et c'est ce que j'ai essayé de faire. Son corps a été fissuré par cette violence sociale, et j'ai vu des choses que je ne pouvais pas voir lorsque j'ai écrit *En finir avec Eddy Bellegueule* : j'avais 18 ans, je n'avais pas vu mon père depuis longtemps, je l'avais vu dans un autre état... Et là, je l'ai vu dans une autre vérité, à cause de ce qu'il a subi.

À l'arrivée, on a donc une écriture qui donne à voir moins d'assurance que dans ton premier livre, des hésitations, des tâtonnements, des interrogations, des doutes... qui mettent d'autant plus en valeur les certitudes de la fin du livre quant à savoir qui sont ceux qui ont tué ton père. Finalement on a l'impression que tu sais beaucoup mieux qui a tué ton père que qui est ton père.

Exactement. Le sujet est différent, *En finir avec Eddy Bellegueule* était beaucoup centré sur mon enfance, mon parcours, et là le livre est principalement à propos de mon père. Et c'est un des points de départ du livre : je ne connais pas mon père. Je ne connais pas cet homme, j'ai vécu 15-16 ans avec lui, mais je ne connais rien de lui, je ne sais pas ce qu'il ressent dans son corps, je ne sais pas ce qu'il a été avant, je ne sais pas ce qu'il a fait dans sa jeunesse... J'ai même découvert très tard que mon père avait pu être jeune à un moment de sa vie, qu'il avait pu avoir tout ce que l'on peut associer à la jeunesse, cette envie de partir, de fuir, de transgresser, de ne pas être happé par les forces de la reproduction sociale, même s'il ne l'aurait pas verbalisé de cette façon.

Ensuite, dans *En finir avec Eddy Bellegueule*, il était surtout question de sexualité, des femmes, du racisme, etc., alors que *Qui a tué mon père* est beaucoup plus axé sur la violence politique, la violence de classe qui s'abat sur les classes populaires, sur des gens comme mon père. Ce ne sont évidemment pas des phénomènes qui se contredisent ou qui s'affrontent : si j'avais envie de résumer en une phrase le fil conducteur de mes trois livres, ce serait de dire qu'il s'agit d'un questionnement autour du fait que l'on n'est pas seulement victime de la violence que l'on reçoit, mais aussi de la violence

di, chez des gens comme mon père, une idéologie de la force, du corps, de la masculinité, car c'est tout ce qu'il a, et que l'on construit tous une idéologie autour de ce qu'on a, surtout si c'est la seule chose que l'on a... On est tous obligés de faire ça, c'est presque un mécanisme de survie. Il y avait donc à la maison une idéologie de la force, de la domination masculine, et au sein de cette idéologie un homme ne devait jamais dire « Je t'aime », il y avait une forme d'agressivité à l'égard des femmes, des gays, de toutes les personnes qui semblaient sexuellement « déviantes »... Et c'est à cause

de ça que ma mère a quitté mon père alors qu'il l'aimait à la folie, et c'est probablement une des choses qui l'a détruit. C'est là que l'on voit que l'amour est aussi une question politique, une question de rapports sociaux : lutter contre la domination masculine, c'est aussi lutter pour la capacité à dire « Je t'aime », et à être sans doute moins malheureux. Mon père a été piégé dans la violence qu'il exerçait, qui était elle-même produite par une violence sociale qu'il subissait.

Ce sont tous ces phénomènes dont je parle dans mes livres. Cela concerne aussi le vote



pour le Front national : mes parents votaient pour le FN parce qu'ils se sentaient abandonnés par la gauche, qui ne s'occupait pas d'eux, qui avait abandonné les classes populaires, qui ne parlaient pas d'elles, et ils avaient l'impression que les seuls qui s'intéressaient à eux c'était le Front national. Voter pour le Front national est un acte violent, un acte d'hostilité contre les étrangers où ceux qui sont perçus comme tels, contre les gays, contre beaucoup de gens... mais dans leur cas comme dans bien d'autres c'était la conséquence d'une violence sociale et politique qui est encore plus grande.

Ce que j'essaie de faire, c'est une double critique de la violence, en montrant que la violence est tellement puissante qu'elle n'est pas seulement reçue par les gens, les détruisant, mais qu'elle s'impose en eux, dans leurs corps : les forces sociales qui produisent la violence te poussent à l'exercer toi aussi, ce qui, à terme, te détruit également. C'est une des choses qui a été mal comprise dans la réception de mes livres, peut-être moins, en tout cas je l'espère, avec *Qui a tué mon père*.

Tu dis que tu as ressenti et compris certaines choses car tu as vu les deux côtés du monde social, en d'autres termes parce que tu es un transfuge de classe. Dirais-tu qu'il est nécessaire de s'extraire, lorsque l'on vient des classes populaires, pour écrire à propos de son milieu en le voyant de l'extérieur, contrairement à la bourgeoisie qui, elle, n'a aucun problème pour écrire sur la bourgeoisie ?

Oui. Et je pense même, plus radicalement que ça, qu'à partir du moment où tu écris, tu ne fais plus partie des classes populaires. Les classes populaires, ce n'est pas seulement économique, c'est aussi le capital culturel, le rapport à la lecture et à l'écriture. Si tu es dans une démarche d'écrivain ou d'écrivaine, cela ne veut pas nécessairement dire que tu n'es pas pauvre, mais la classe sociale ce n'est pas que ça. Après, moi, je ne pense pas qu'il faille nécessairement vivre quelque chose pour en parler. Je trouve par exemple que Sartre a parlé des classes populaires mieux que beaucoup de gens qui en venaient. Cela peut évidemment te permettre de voir des choses, je veux dire d'avoir ressenti des choses dans ton corps, mais je pense la question reste celle de la vérité. Le problème n'est pas tant de savoir qui parle que ce qu'il ou elle dit : est-ce la vérité ou non ? C'est sûr qu'avoir vécu de l'intérieur, c'est ce qui permet de voir certaines choses, mais avoir vécu des deux côtés peut aussi être ce qui permet de ne

pas voir, ce qui empêche. C'est l'exemple très connu des gens qui viennent des classes populaires et qui deviennent des grands patrons d'entreprise, et qui veulent mettre à distance les classes populaires en expliquant que eux ont réussi... Ils construisent des mécanismes de distanciation tellement forts à l'égard de leur passé qu'ils deviennent incapables d'en parler, et que le fait d'avoir vécu dans les classes populaires ne leur donne pas une intelligence supplémentaire pour en parler, bien au contraire.

Ce qui est certain, c'est que pour moi, écrire sur les classes populaires en en étant issu, c'était un moyen d'éviter et de combattre les biais habituels de la bourgeoisie sur les classes populaires. Lorsque j'ai commencé à écrire, j'écrivais contre deux idéologies qui constituent ce que Bourdieu aurait appelé des « adversaires complices ». Tu as d'abord la vision de droite, au sens général, avec des classes populaires faînées, méritant leur vie de misère, suspectes, dangereuses, avec tout le discours de la responsabilité qu'on

entend sans arrêt dans la bouche de Macron, que je voulais affronter, combattre. Et puis tu as de l'autre côté le biais exotisant de la bourgeoisie, avec les classes populaires qui sont plus authentiques, de vrais bons vivants, qui savent s'amuser, qui mènent la vraie vie, proche de la nature, etc., les bon sauvages en fait. C'est une idéologie qui a toujours été tangente au fascisme. Et moi je voulais écrire contre ces deux idéologies qui font semblant de s'affronter mais qui sont en fait des adversaires complices. Et quand j'essaie de montrer comment les gens souffrent et comment ils sont à la fois victimes de la souffrance qu'ils reproduisent, c'est une manière d'essayer d'échapper à ce dualisme. On ne se rend pas compte à quel point ces deux idéologies sont profondément ancrées dans la tête des gens. À propos de mes livres, il y a eu des quantités d'articles qui faisaient ressurgir l'une ou l'autre... Même quand, dans mon premier roman, je parlais de l'homophobie, du vote Front national, de la domination masculine, certains qui passent leur temps à insulter, mépriser les classes populaires, et à soutenir des gens qui les combattent, se sont mis d'un seul coup à expliquer que je tenais un propos stigmatisant. Comme si lorsque l'on parlait des classes populaires on ne devait pas parler des LGBT, des femmes, des non-blancs... On ne peut pas parler des classes populaires comme on en parlait dans les années 1940, comme si entre les deux il n'y avait pas eu le mouvement féministe, le mouvement LGBT, le mouvement noir... On doit développer une vision plus complexe, et cela ne signifie pas stigmatiser, mais intégrer au mot « classes populaires » des vies qui auparavant en étaient exclues.

Est-ce qu'il ne s'agit pas aussi, du côté de ces critiques, d'une volonté - consciente ou pas - de dénier aux gens qui en sont issus de parler des

Édouard
Louis

Qui a tué mon père

Édouard
LOUIS

Seuil

Édouard Louis, *Qui a tué mon père*, Seuil



DR.

classes populaires ? Ce qui les dérange, c'est probablement que pour une fois, ou presque, ce soit quelqu'un qui en vient qui en parle, et qu'en plus il n'en parle pas comme eux voudraient qu'il en parle. Peut-être qu'ils l'accepteraient un peu mieux si tu te conformais à leurs clichés...

Sans doute... C'est leur enlever le monopole du discours sur la pauvreté, qui se combine au fait que je ne veux pas être leur pauvre. La bourgeoisie est prête à accepter de temps en temps un ancien pauvre, quelqu'un qui vient des classes populaires, dans sa communauté, mais à la condition qu'il reste leur pauvre. Et ce que la bourgeoisie n'a pas supporté, c'est que je refuse d'être leur pauvre, que je les attaque, que je dise que les vies que je décris dans mes livres, c'est à cause d'eux, de ce qu'ils font, de ce qu'ils ne font pas, de ce qu'ils refusent de voir, de dire... Une anecdote : lorsque j'ai changé de prénom, passant de Eddy à Édouard, j'avais des amis à l'université qui venaient d'un milieu beaucoup plus privilégié que le mien, pas forcément la grande bourgeoisie, mais des enfants de profs, d'universitaires, et qui me disaient qu'ils ne comprenaient pas, qu'ils m'aimaient bien en Eddy. Eux s'appelaient Clothilde,

Grégoire, ou Marc-Antoine, et pour eux c'était évident qu'ils s'appellent comme ça, mais le fait que je souhaitais avoir un nom qui ne correspondait pas à ce qu'ils pensaient de ma classe sociale, ça les gênait, car ils aimaient cette distance, le fait que je sois en quelque sorte le pauvre de service.

Mais en se comportant comme ça, les dominants, la bourgeoisie construit des armes contre elle. Quand tu es un transfuge de classe, que tu arrives à Paris, il y a un moment, que Didier Éribon décrit dans *Retour à Reims*, où cela peut être tentant d'appartenir à la bourgeoisie. C'est tellement dur de t'arracher au milieu de ton enfance, de changer, de devenir quelqu'un d'autre, qu'à un moment tu peux avoir la tentation de t'intégrer complètement, d'être exactement comme eux, de ne plus te poser de questions, de faire partie de leur vie qui est une sorte de dénégation collective de la réalité du monde social et de sa violence. Didier Éribon parle de ce moment où il s'assied à l'Opéra, de ce sentiment gratifiant d'appartenir à cette classe, à ce monde ; Violette Leduc décrit ça aussi dans ses livres sur les transfuges. Mais les mécanismes de reproduction sociale sont si forts dans la tête de la bourgeoisie qu'ils ne peuvent pas s'empêcher d'exclure

les gens nouveaux qui arrivent, et tant mieux, parce qu'en faisant ça, ils construisent des gens contre eux, des esprits qui les affronteront.

Dirais-tu que tu fais de la politique ? J'emploie volontairement une expression floue, « faire de la politique », car il y a plein de moyens de faire de la politique, au-delà du militantisme. Avec la littérature, et tout ce qui l'accompagne comme cette histoire que tu viens de rappeler, tu fais de la politique ?

Exactement. Pour moi ce qui est intéressant c'est de multiplier les manières de faire, les façons de faire : écrire des livres, des articles, manifester comme on l'a fait toi et moi à Beaumont pour les deux ans de la mort d'Adama Traoré... Il faudrait revenir à ça. Il a existé des traditions d'auteurEs, d'écrivains, d'écrivaines, d'intellectuelEs, qui faisaient à la fois de la littérature, de la sociologie, de la philosophie, et de la politique. La séparation est assez récente en réalité, et elle est beaucoup due à l'évolution de la littérature en France au cours des 30 dernières années, et c'est contre cela qu'il faut lutter aussi : pour beaucoup la pureté littéraire équivalait ces dernières années à ne pas parler du monde, ne pas parler de la vio-

lence, de la pauvreté, des classes sociales, à ne pas paraître trop politique... Il y a eu tout un mouvement comme ça...

... post-moderne, « la première gorgée de bière », ce genre de choses...

Oui. En fait on mesurait la valeur de la littérature à sa capacité à nier le monde. Il suffit de regarder ces interviews d'auteurs qui disaient avec un grand sourire « *Moi je ne suis pas du tout engagé, je ne fais pas du tout de la littérature politique* », avec une certaine fierté, comme si c'était la garantie qu'ils étaient des « vrais » écrivains. Moi ce que j'essaie de faire, de contribuer à recréer, c'est de la littérature qui produise des effets, qui s'affronte au monde. Des gens me disent « *Vous êtes beaucoup attaqué par la droite, comment faites-vous ?* », et j'ai envie de leur dire que c'est ça qui est normal, que ce serait plutôt inquiétant de ne pas être attaqué par la droite, et qu'il faut donc renverser l'image de ce qui est normal et de ce qui ne l'est pas.

C'est cela que tu appelles une littérature de confrontation ?

Je trouve qu'on ne peut pas se revendiquer de la littérature engagée telle que l'a définie Sartre, tout simplement parce que le monde a changé. Dans sa conférence « *La responsabilité de l'écrivain* » et dans son livre *Qu'est-ce que la littérature ?*, Sartre explique que l'engagement dans la littérature passe par la capacité à dévoiler : la réalité est tellement vaste, infinie, que la littérature a un rôle de dévoilement, en mettant les gens face au monde. Par exemple, par ta littérature, si tu dévoiles la pauvreté dans les bidonvilles, dont certains n'avaient peut-être pas conscience en raison de l'immensité du monde, tu mets ces gens face à leur liberté : celle de faire ou de ne pas faire quelque chose. Pour Sartre, il y a une sorte de triptyque dévoilement-liberté-responsabilité. L'auteur dévoile, le lecteur est libre de faire quelque chose ou pas, et donc responsable, en partie, de l'état du monde. Mais je crois que nous sommes aujourd'hui dans un moment civilisationnel différent, où l'on a construit, de façon consciente

ou inconsciente, des façons de détourner le regard face au monde, et donc de ne pas être mis face à ce que l'écrivain ou l'écrivaine va venir dévoiler. On ne censure plus les livres en France, on ne coupe plus des pages comme on le faisait à Violette Leduc ou à Jean Genet, parce qu'on n'a plus besoin de faire ça : on a appris aux gens à développer des stratégies pour tourner la tête, détourner le regard, pour ne pas voir ce que l'artiste va venir dévoiler. J'aime bien citer l'exemple de Jean-Luc Godard qui, lorsqu'il reçoit un César d'honneur dans les années 1980, choisit de remercier, dans son discours, non pas les producteurs et les scénaristes comme les gens le font toujours, mais les standardistes, les femmes de ménage, etc. Et là, les gens qui sont dans la salle s'écroulent de rire parce qu'ils trouvent ça très drôle. On a donc Godard qui essaie de faire quelque chose, un acte de dévoilement, en expliquant que le cinéma ce sont aussi ces personnes qui, pendant que l'on tourne, nettoient les toilettes ou répondent au téléphone toute la journée, et les gens rigolent comme si c'était une blague, ce qui est une manière de ne pas voir.

Ce que j'appellerais une littérature de confrontation, c'est donc une littérature profondément formelle, puisque c'est une manière de trouver des procédés littéraires, une forme littéraire, qui empêche de tourner la tête, qui force les personnes à voir. Si l'on considère qu'il y a des techniques du corps, comme tu en parlais tout à l'heure, qui ont été inventées, diffusées, perfectionnées, pour ne pas voir, alors il s'agit de trouver une manière d'écrire, une manière de dire, qui va forcer la personne à voir ce que tu es en train de dire, qui va l'empêcher de rire, de tourner la tête.

C'est aussi pour cette raison qu'au-delà de la forme tu traites, dans tous tes livres, de la question de la violence ?

Oui, c'est pour ça. Et c'est pour ça que je l'expose de manière non métaphorique. Dans la première scène d'*En finir avec Eddy Bellegueule*, quand je raconte que deux garçons me crachent dessus parce que je suis

pédé, je dis que ce sont des crachats, pas des roses comme Jean Genet. Je ne métaphorise pas la violence, je nomme les choses, en tout cas j'essaie, je cite des noms... On peut créer de la beauté au sens littéraire sans métaphorisation. Par ce choix d'écriture, j'essaie de faire une forme différente, beaucoup plus confrontationnelle justement.

L'ennemi, c'est l'euphémisme ?

Oui, et en grande partie dans ses formes les plus sophistiquées, l'euphémisme dans ses formes les moins visibles. J'essaie de lutter contre une certaine idéologie de la littérature et de l'art, qui consiste à ne pas dire, à valoriser le fait de ne pas dire. Parfois on a l'impression que le meilleur compliment que la presse puisse te faire c'est de te dire « *C'est magnifique, tout est suggéré, rien n'est vraiment dit* ». Ce qui signifie qu'on constitue comme positif, dans une grande partie du champ littéraire, le fait de ne pas parler du monde... Je me demanderai toujours comment on peut valoriser le fait de ne rien dire. J'essaie de lutter contre ces idéologies de la littérature, en disant les choses, mais aussi, par exemple, en intégrant les outils de la sociologie, comme l'idée de vérité, de vérité objective. Combien de fois j'ai entendu « *La littérature, ce n'est pas la vérité* ». Ah bon ? Pour moi la vérité objective existe. Un noir qui se fait insulter, ou agresser, une femme qui se fait violer, un homme des classes populaires qui a le corps détruit à 50 ans par son travail... ce sont des vérités objectives. Il y a des espaces dans nos vies qui ne sont pas des espaces de vérité objective bien sûr : des goûts en littérature, en musique, mais aussi notre conversation à tous les deux par exemple, si on la raconte ensuite on la racontera probablement l'un et l'autre d'une manière différente. Mais moi quand j'écris, j'essaie de mettre ces choses-là sur le plan secondaire et de capter les îlots de vérité objective pour les raconter. Ce sont ces éléments d'objectivité qui m'intéressent, car ils sont confrontationnels. Cela va contre toute l'idéologie du débat, qui consiste à intégrer toutes les idées sans jamais s'interroger sur ce que l'on inclut, sur ce qui est une vérité, une opinion, une insulte... et donc à blanchir des idées en les faisant passer comme également légitimes. □

L'inquiétante radicalisation des dirigeants israéliens

PAR DOMINIQUE VIDAL

Dominique Vidal, historien et journaliste, nous a fait le plaisir d'accepter l'invitation du NPA à intervenir lors de son université. Il y a animé deux ateliers, l'un consacré au dangereux amalgame antisionisme-antisémitisme, et le second à la radicalisation à l'œuvre dans le champ politique israélien. Nous publions, avec son aimable autorisation, le texte de son intervention lors de ce second atelier, qui s'appuie sur un article mis en ligne le 17 juillet sur le site Orient XXI.

Beaucoup de lecteurs du *Monde* auront été surpris de découvrir, sous la plume de l'historien Zeev Sternhell, spécialiste éminent du fascisme, une comparaison entre l'Israël d'aujourd'hui et l'Allemagne des débuts du nazisme¹. C'est que la plupart des grands médias ont peu couvert l'inquiétante radicalisation de la coalition de droite et d'extrême droite qui dirige Israël depuis 2015. Ce phénomène comporte trois dimensions principales.

RADICALISATION DU PROJET COLONIAL

La première et la principale concerne le projet colonial en Palestine, qui connaît un tournant historique. Jusqu'ici les autorités israéliennes, y compris Benjamin Netanyahu depuis son fameux discours de 2009, faisaient mine d'accepter la perspective dite « des deux États ». Certes elles accéléraient la colonisation – le quotidien israélien *Haaretz*, a donné l'an dernier le chiffre de 700 000 colons juifs, 470 000 en Cisjordanie et 230 000 à Jérusalem-Est –, mais elles maintenaient formellement un flou artistique autour du statut des territoires occupés.

De surenchère en surenchère, stimulés par la prévisible succession de Netanyahu, les principaux autres chefs de la coalition ont imposé un changement de cap. Ministre de l'Éducation et de la Diaspora, le chef du parti Foyer juif, Naftali Bennett, répète inlassablement : « *Le chemin des concessions, le chemin de la divi-*

sion a échoué. Nous devons donner nos vies pour l'annexion de la Cisjordanie. »² Et il a déjà joint les actes aux paroles, faisant voter une loi en ce sens par la Knesset, le 6 février 2017 : ce texte légalise rétroactivement une série d'« avant-postes » (ces colonies jusque-là illégales même aux yeux du droit israélien) en autorisant la saisie de terres privées palestiniennes et en ouvrant ainsi la voie à l'extension de la souveraineté israélienne sur la zone C, qui représente plus de 60 % de la Cisjordanie, voire sur toute celle-ci. Cette loi dite de « régularisation », appelée « *loi des voleurs* » par Benny Begin, le fils de l'ancien Premier ministre, reste pour l'instant gelée par la Cour suprême. Mais cette dernière devient elle-même une cible des attaques du gouvernement, qui veut en modifier la composition et en réduire les prérogatives³.

Qualifié de « *fasciste* » par l'ancien Premier ministre Ehoud Barak, le Foyer juif, ultranationaliste, revendique l'héritage du Parti national religieux, qui fut toujours, avec le Gouch Emounim (Bloc des croyants), le cœur du mouvement de colonisation. S'il ne compte que huit députés et quatre ministres, il a néanmoins réussi à rallier à sa loi soixante députés, dont la quasi totalité de ceux du Likoud, alors que le chef de ce dernier, le Premier ministre Benyamin Netanyahu, leur avait instamment demandé de s'y opposer. Il faut dire que même le Comité central du Likoud, fin 2017, a choisi de se pronon-

cer pour la mise en œuvre de l'annexion de la Cisjordanie⁴.

Un autre texte prévoit d'annexer cinq blocs de colonies situés à l'est de Jérusalem,



empêchant du même coup Jérusalem-Est de devenir la capitale d'un État palestinien. Mais il nécessite encore, selon Netanyahu, une « *préparation diplomatique* ». En attendant, la Knesset a adopté, toujours sur proposition de Bennett, un amendement à la loi de 1980 sur Jérusalem,

salem ⁵ : il élève de 61 députés à 80 (sur 120) la majorité nécessaire pour tout retour de parties de la ville sous souveraineté palestinienne. Et il permet de retrancher des quartiers palestiniens situés à l'extérieur du Mur pour en faire des « entités séparées » dont les habitants ne seraient plus des « résidents ».

« S'il était mis en œuvre, le charcutage des limites de la municipalité y réduirait de près de 120 000 le nombre des Palestiniens et ajouterait 140 000 colons israéliens à la population de la ville, réduisant la part des Palestiniens à 20 % (contre 37 % aujourd'hui) » ⁶, estime le rapport secret annuel des consuls de l'Union européenne à Jérusalem.

Autrement dit, au-delà de leurs rivalités, les bâtisseurs du Grand Israël ont décidé, violant ouvertement cinquante années de résolutions des Nations unies, d'enterrer la solution dite « des deux États » au profit d'un

Photothèque rouge JMB



seul : un État d'apartheid, où les Palestiniens annexés ne jouiraient pas des droits politiques, à commencer par le droit de vote. Il est vrai que, selon les démographes, la Palestine historique compte désormais plus ou moins autant d'Arabes que de Juifs : environ 6,6 millions...

La nouvelle loi fondamentale en cours d'adoption à la Knesset symbolise cette volonté. Celle de 1992 définissait Israël comme un « État juif et démocratique » : le projet voté en première lecture parle d'« État-nation du peuple juif ». Et il précise : « Le droit à exercer l'autodétermination nationale au sein de l'État d'Israël appartient au seul peuple juif. » De surcroît, il prive l'arabe de son statut de « langue de l'État » réservé à l'hébreu.

Les leaders de l'extrême droite font aussi avancer leur cause par des provocations retentissantes. Ministre de la Justice, Ayelet Shaked n'a pas hésité, pendant la dernière guerre de Gaza, à poster sur sa page Facebook un texte qualifiant « l'ensemble du peuple palestinien [d']ennemi d'Israël » et justifiant ainsi « sa destruction, y compris ses vieillards, ses femmes, ses villes et ses villages » ⁷. De son côté, Naftali Bennett a préconisé de tuer tous les « terroristes » arrêtés plutôt que de les mettre en prison. Et d'expliquer : « J'ai tué beaucoup d'Arabes, aucun problème avec ça ». Quant à Avigdor Liberman, il affirme que « les Israéliens arabes n'ont pas leur place ici. Ils peuvent prendre leurs baluchons et disparaître », ajoutant : « Ceux qui sont contre nous méritent de se faire décapiter à la hache » ⁸. Il propose même de transporter les prisonniers palestiniens « jusqu'à la mer Morte pour les noyer »...

RADICALISATION LIBERTICIDE

Mais ces extrémistes le savent : leur fuite en avant pourrait susciter, à terme, des réactions négatives de l'opinion. Si l'absence d'alternative à gauche a poussé les Israéliens toujours plus vers la droite, cette évolution a (encore ?) des limites : selon une enquête d'opinion, la moitié des sondés n'estiment « pas sage » de poursuivre la colonisation de la Cisjordanie et 53 % s'opposent à son annexion ⁹. Voilà qui explique sans doute la deuxième dimension de la radicalisation de l'actuelle coalition : l'arsenal liberticide qu'elle a fait voter par la Knesset depuis le début de la décennie. Au cas où... En voici les morceaux de choix :

- une loi interdit tout appel au « boycott d'une personne en raison de ses liens avec Israël ou des régions sous le contrôle d'Israël » (2011) ;

- une autre prive de subventions d'État les organisations, institutions ou municipalités commémorant la Nakba, l'expulsion de 800 000 Palestiniens en 1948 (2011) ;

- le même texte instaure des « comités d'admission » pour décider si une ou des personnes venant s'installer dans une localité ou une cité sont « convenables » (2011) ;

- un amendement à la loi fondamentale sur le gouvernement porte à 3,25 % le seuil minimal en dessous duquel une formation politique ne peut pas être représentée à la Knesset (2014) ;

- une loi contraint les organisations non gouvernementales (ONG) à déclarer plusieurs fois par an les subventions en provenance de gouvernements étrangers, si celles-ci représentent plus de la moitié de leur budget ¹⁰ (2016) ;

- unique au monde, un texte permet à 90 députés (sur 120) d'en expulser d'autres du Parlement, pour incitation, racisme ou soutien à la lutte armée (2016) ;

- une autre législation accorde des pouvoirs exceptionnels à l'État contre les « organisations terroristes » en Israël, y compris leurs « membres passifs ». Elle autorise le ministre de la Défense à confisquer sans jugement les biens des membres de ces organisations (2016) ;

- une loi permet l'emprisonnement à partir de 12 ans de mineurs accusés de plusieurs crimes violents (2016) ;

- une législation autorise Israël à refouler, à ses frontières, les personnes ou les représentants d'entreprises, de fondations ou d'associations appelant au boycott (2017). Une liste de vingt ONG bannies sera même publiée début 2018 ;

- une autre loi, proposée par Bennett et votée en première lecture, permet au ministre de l'Éducation d'interdire à des associations dénonçant l'armée – en l'occurrence Breaking the silence qui mène campagne contre la violence de Tsahal dans les Territoires occupés – d'intervenir dans les établissements d'enseignement (2017) ;

- destinée à protéger Benjamin Netanyahu, une législation interdit à



la police d'informer le procureur général de l'existence de motifs d'inculpation dans le cadre d'enquêtes portant sur des personnalités publiques (2017) ;

- une loi autorise le ministre de l'Intérieur à révoquer le droit de résidence à Jérusalem de Palestiniens suspectés de « *déloyauté* » vis-à-vis de l'État (2018) ;

- quasiment totalitaire, la dernière loi en date permet au Premier ministre et au ministre de la Défense de

les successeurs aidèrent Adolf Eichmann à déporter et à assassiner 430 000 Juifs hongrois. Netanyahu flirte aussi avec Jaroslaw Kaczynski, pourtant inspirateur d'une loi interdisant d'évoquer les – nombreux – collaborateurs polonais de l'Occupant : en 1970 déjà, l'historien Szymon Datner estimait qu'ils avaient tué 200 000 juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Ce texte négationniste, qui déclencha plusieurs manifestations ouvertement antisémites dans le pays, provoqua un tel scandale que Varsovie dût reculer. Mais Yehuda Bauer, le principal historien israélien de la Shoah, a qualifié la déclaration

rêve de débarrasser de ses musulmans un État qu'il veut exclusivement juif, a conversé alors chaleureusement avec Wilders, qui rêve, lui, d'interdire le Coran aux Pays-Bas. Ce dernier s'était même rendu dans une colonie juive de Cisjordanie, où il avait – révélait l'Agence France Presse – « *plaidé contre la restitution de territoires en échange de la paix avec les Palestiniens, proposant l'installation "volontaire" des Palestiniens en Jordanie* ». Pour lui, les colonies constituent des « *petits bastions de la liberté, défiant des forces idéologiques qui nient non seulement à Israël, mais à tout l'Occident, le droit de vivre dans la*



Naftali Benett et Benjamin Netanyahu DR

déclarer la guerre seuls, sans consulter le cabinet de sécurité et a fortiori le gouvernement (2018).

RADICALISATION DIPLOMATIQUE

Qui se ressemble s'assemble: Netanyahu recrute ses meilleurs amis – c'est la troisième dimension de la radicalisation de sa coalition – parmi les pires populistes européens. Comme Viktor Orban, le Premier ministre hongrois, liquidateur des libertés hongroises, islamophobe et antisémite. Le chef du Likoud n'a même pas manifesté le moindre état d'âme en apprenant que son hôte, quelques jours avant leur rencontre de juillet 2017, s'était livré à une apologie du régiment Horthy, le Pétain hongrois dont

Netanyahu-Morawiecki de « *trahison stupide, ignorante et amorphe de la vérité historique sur l'implication polonaise dans l'Holocauste* »¹¹.

Avancés pour justifier ces liaisons dangereuses, les prétextes diplomatiques ne sauraient expliquer le rapprochement entre Israël et les partis d'extrême droite ouest-européens. Dès décembre 2010, une trentaine de dirigeants d'extrême droite – dont le Néerlandais Geert Wilders, le Belge Philip Dewinter et le successeur de Jorg Haider, l'Autrichien Heinz-Christian Strache – ont séjourné en Israël, accueillis avec les honneurs dus aux hôtes de marque. À l'époque vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, qui

paix, la dignité et la liberté ».

Plus récemment, le Likoud a envoyé un de ses députés, Yehuda Glick, rencontrer le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) fondé par Jorg Haider¹² après son retour au gouvernement autrichien... Il y a fort à parier qu'il contactera aussi la Ligue victorieuse, avec le Mouvement cinq étoiles, aux dernières élections législatives italiennes. Seule reste non grata en Israël la formation de Marine Le Pen, dont le compagnon, Louis Alliot, y a néanmoins séjourné.

VERTIGE, ORGUEIL ET DÉMESURE

Dans cette radicalisation, il y a quelque chose de l'*hubris* grec, mélange de vertige, d'orgueil et de dé-

mesure, contre lequel les Dieux exerçaient leur vengeance. Netanyahu et ses alliés/rivaux se croient tout permis parce qu'ils estiment détenir une sorte de carré d'as.

Premier as, Donald Trump, le président américain le plus pro-israélien de l'histoire, porté notamment par des dizaines de millions d'évangélistes. Après le transfert de son ambassade à Jérusalem, il reconnaîtra sans doute l'annexion du Golan, voire appuiera une aventure israélienne contre Téhéran. Bref, il ne refusera rien à Tel-Aviv. Le deuxième as, c'est Mohammed Ben Salman, le prince-héritier saoudien, qui a décidé d'abandonner ouvertement la cause palestinienne pour s'allier avec Washington et Tel-Aviv contre l'Iran. Le troisième as, ce sont Mahmoud Abbas et Yahya Sinouar, les frères ennemis palestiniens incapables de surmonter les divisions entre Fatah et Hamas, fournissant ainsi à Israël un atout-maître. Enfin, quatrième

as, les guerres de Syrie, d'Irak, du Yémen et de Libye, qui marginalisent la question de Palestine, autrefois centrale.

Leur fuite en avant, Netanyahu et ses alliés-rivaux le savent, ne pourra qu'accentuer, à terme, l'isolement international du gouvernement israélien. Déjà, l'État de Palestine est entré à l'Unesco (2011), aux Nations unies (2012) et à la Cour pénale internationale (2015). Et l'Assemblée générale a voté, fin 2017, en faveur du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État par 176 voix pour, 7 contre (Canada, États-Unis, Israël, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Nauru et Palaos) et 4 abstentions (Cameroun, Honduras, Togo, Tonga). Dans les enquêtes mondiales d'opinion sur l'image des différents États, Israël

Le dernier ouvrage de Dominique Vidal.



arrive depuis une quinzaine d'années dans le peloton de queue, avec la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan.

Voilà pourquoi le gouvernement israélien s'efforce de faire taire les critiques de sa politique. D'où sa volonté de criminaliser la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS), qualifiée par Netanyahu de « menace stratégique majeure » qu'il combat avec une organisation récemment dotée de 72 millions de dollars¹³. À cette première opération s'en ajoute depuis deux ans une seconde, visant à interdire... l'antisionisme, assimilé à l'antisémitisme. S'appuyant sur une petite phrase d'Emmanuel Macron lors de la commémoration de la rafle du Vel d'Hiv, le président du Conseil représentatif des institutions juives

de France (CRIF) exige, par exemple, une loi en ce sens, à partir d'une « définition » de l'antisémitisme élaborée par un lobby, de l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA).

Tout cela pose une question de vocabulaire, évidemment politique. S'agissant de n'importe quel autre pays, une évolution comme celle d'Israël depuis quelques années serait qualifiée de fascisation. Comparaison n'est bien sûr pas raison. Mais comment oublier que, si le courant dont Benjamin Netanyahu est issu, le sionisme révisionniste de Vladimir Zeev Jabotinsky, ne se réclamait pas du fascisme, Mussolini, lui, se réclamait de lui? « Pour que le sionisme réussisse, confia le Duce en 1935 à David Prato, futur grand-rabbin de Rome, il vous faut un État juif, avec un drapeau juif et une langue juive. La personne qui comprend vraiment cela, c'est votre fasciste, Jabotinsky. »¹⁴ Hasard ou prémonition? Ben-Zion Netanyahu, le père de Benjamin, servit

de secrétaire à Jabotinsky. Tel père, tel fils! □

1 « En Israël pousse un racisme proche du nazisme à ses débuts », Le Monde, 18 février 2018.

2 Site i24news.tv.fr, 7 octobre 2016.

3 Cf. « En limitant la Cour suprême, Bennett dit vouloir "rééquilibrer" la démocratie », site du Times of Israel, 1er juillet 2018.

4 Site du Times of Israel, 1er janvier 2018.

5 Site du Monde, 3 janvier 2018.

6 René Backmann, « Jérusalem : des diplomates européens accablent Trump et Netanyahu », Mediapart, 9 février 2018.

7 Le Parisien, 12 mai 2015. La page Facebook archivée est disponible sur : <https://archive.is/zWrrG>.

8 www.nouvelobs.com/galerias-photos/photo/20160530.OBS1515/en-images-israel-les-declarations-surrealistes-d-avigdor-lieberman.html.

9 Mais seuls 24% estiment que les Palestiniens devraient, en cas d'annexion, jouir du droit de vote, 30% envisageant un statut de « résident » (Institut de la démocratie israélienne (IDI), 8 février 2017).

10 Échappent du coup à cette obligation les associations de droite et d'extrême droite qu'arrosent pourtant des fondations juives américaines extrémistes.

11 Haaretz, 5 juillet 2018.

12 Site du Times of Israel, 9 février 2018.

13 Site du Times of Israel, 31 décembre 2017.

14 Cité par Lenni Brenner, *Zionism in the Age of the Dictators*, Croom Helm, Londres et Canberra, 1983.

Rhénanie: la forêt de Hambach, symbole de la lutte contre le charbon

PAR HERMINE BIANCA



DR.

Le vendredi 5 octobre, la justice allemande a interdit au conglomérat allemand de l'énergie RWE de déboiser la forêt de Hambach, dans l'ouest du pays, tant que le recours sur le fond de ce projet, déposé par l'association allemande Bund qui s'appuie sur une directive européenne sur la protection de la faune et la flore, n'aura pas donné lieu à un jugement. Une victoire pour les militantEs anti-charbon allemands et, au-delà, pour le mouvement écologiste dans son ensemble.

Depuis sa sortie du nucléaire, l'Allemagne est souvent présentée comme modèle écologique. Mais ce modèle présente une contradiction: 40% de son énergie est encore produite par le charbon, notamment par le charbon lignite, énergie la plus polluante au monde. Située en Rhénanie du Nord, la mine de Garzweiler est la plus grande fosse d'Europe destinée à exploiter le charbon. Elle a été achetée par l'entreprise RWE dans les années 1970, et continue depuis à s'étendre, vidant des villages dont les habitantEs sont expropriés de force, contre une indemnisation de RWE. Les substances rejetées par la production du charbon nuisent à la santé des habitantEs des alentours. L'exploitation du charbon va en outre à l'encontre des engagements de la COP21 contre le réchauffement climatique.

LUTTE CONTRE LES INTÉRÊTS CAPITALISTES

La forêt de Hambach est devenue un symbole de la lutte contre l'exploitation du charbon. Vieille de 2000 ans, cette forêt doit à son tour être détruite pour permettre à RWE d'exploiter le charbon de son sous-sol. 150 à 200 militantEs y vivent depuis six ans pour empêcher ou freiner la destruction de la forêt, dans des cabanes situées dans les arbres, à plusieurs mètres du sol. L'entreprise RWE est pourtant décidée à

faire valoir ses droits sur un terrain qu'elle a acheté. Car renoncer à exploiter la forêt de Hambach lui ferait perdre quatre à cinq milliards d'euros. De plus, le charbon lignite étant une énergie particulièrement peu chère à produire, elle permet à l'Allemagne de faire fonctionner son industrie à bas prix. C'est donc une âpre lutte entre les intérêts capitalistes et ceux de la majorité de la population qui se joue.

L'entreprise devait commencer à exploiter la forêt à partir du 1er octobre, mais ce projet a été repoussé en raison de la résistance menée sur place. Le 13 septembre, une importante opération de police a commencé pour évacuer les occupantEs. 3500 policiers sont présents en permanence sur place, des canons à eau sont utilisés, l'opération est comparée à celle du G20 l'année dernière. Dans une atmosphère de tension permanente où les cabanes sont systématiquement détruites, des dizaines de personnes ont été arrêtées ou blessées. C'est dans ces circonstances qu'un journaliste a trouvé la mort le 19 septembre dernier, en faisant une chute de quinze mètres de haut alors qu'il cherchait à filmer l'intervention de la police.

LA RÉSISTANCE CONTINUE DE S'ORGANISER

Malgré la répression, la résistance continue de s'organiser. Des actions de soutien ont lieu tous les jours, mobilisant des milliers de personnes. Le 6 octobre, la justice alle-

mande a rendu la décision d'interdire le déboisement de la forêt de façon temporaire, tandis que 50 000 personnes se rassemblaient contre le charbon. Le plus grand rassemblement depuis le début de la mobilisation. Le 12 octobre, ce sont les lycéenEs qui sont à leur tour descendus dans la rue. Selon un sondage effectué par le journal *Die Zeit*, 75% des AllemandEs s'opposeraient à la destruction de la forêt. La lutte pose aussi la question de la démocratie: l'État soutient en effet l'entreprise RWE, alors que la majorité de la population s'y oppose. Une victoire définitive serait dès lors une avancée d'ampleur pour le mouvement écologiste en Allemagne, et au-delà. Un problème essentiel, qui demeure posé, est celui du positionnement des travailleurEs de RWE. Leur syndicat dénonce ainsi les violences commises contre les policiers, qui travaillent au défrichage de la forêt en lien avec les employés de RWE... La peur des employéEs de RWE de perdre leur emploi est évidemment légitime, mais il apparaît évident que l'exploitation du charbon ne peut offrir des emplois sur le long terme, car les ressources de la mine devraient être épuisées en 2045. La perspective défendue par le mouvement écologiste est donc de reconvertir les emplois dans les énergies renouvelables, où les compétences des travailleurEs de RWE pourraient être utilisées... □